



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Mercredi 16 aout.

Electricité: 103 ONG dénoncent le manque de transparence dans le projet Grand Inga en RDC. Cent trois ONG œuvrant dans le secteur de la gouvernance des ressources naturelles dénoncent le manque de transparence dans la réalisation du projet Grand Inga, dans la province du Kongo Central. D'après les ONG, aucun mécanisme officiel d'accès à l'information publique concernant Inga III n'est disponible à ce jour. Elles se posent alors la question de savoir si Inga III « est une opportunité pour le pays ou pour les individus ». Les signataires rappellent que la mise en œuvre de ce projet affectera négativement les droits des populations riveraines d'Inga vivant dans les villages Kilengo, Lundu, Lubwaku, Camps Kinshasa et Nvuzi 3 et dénoncent l'absence d'un plan de délocalisation et de réinsertion de ces populations. Ces ONG révèlent qu'elles ont adressé des demandes d'informations aux différentes autorités du pays et autres responsables du secteur à ce sujet, des demandes qui sont restées sans réponses, à l'exception de l'accusé de réception de la Snel. Les signataires de ce document demandent qu'une enquête parlementaire soit diligentée pour faire toute la lumière dans ce dossier. Ils plaident aussi pour l'adoption de la loi portant accès à l'information.

Malversations financières : la Licoco appelle le PGR à sanctionner les fonctionnaires mis en cause. La Ligue congolaise de lutte contre la Corruption (Licoco) demande au Procureur général de la République (PGR) d'engager des poursuites contre des hauts fonctionnaires et mandataires publics de la RDC mis en cause dans les dossiers des malversations financières que lui a transmis le conseiller spécial du chef de l'Etat en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux. M. Mpararo s'offusque du fait que des activistes des droits de l'homme croupissent jusqu'aujourd'hui en prison pour avoir manifesté le 31 juillet dernier pour réclamer la tenue des élections en 2017 pendant que «des personnes qui détruisent le pays circulent librement». Il en appelle au sens élevé de justice des magistrats et des juges afin que « des sanctions soient prises contre toutes ces personnes accusées des détournements, de fraude et de corruption» dans la gestion des affaires de l'Etat. Le Conseiller spécial du Chef de l'Etat en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux Luzolo Bambi avait transmis le 4 août dernier au PGR des dossiers de malversations financières et de détournement des deniers publics et d'autre crimes économiques perpétrés aussi bien par des gestionnaires proches du pouvoir que par des entreprises privées.

Les médecins de Kinshasa durcissent leur mouvement de grève. Les médecins de Kinshasa ont décidé de durcir la grève qu'ils observent depuis la mi-juillet en passant du service minimum à «la radicalisation», a annoncé mardi sans plus de précision le docteur Simon Itelete, secrétaire exécutif provincial du Syndicat national des médecins (Synamed) au terme d'une réunion extraordinaire tenue à Kinshasa. Le Dr. Itelete explique ce changement par le fait que le dernier conseil des ministres présidé par le chef de l'Etat vendredi dernier n'a pas pris en compte les revendications des médecins. Les médecins réclament l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles qui, selon eux, passent par l'application du taux de change actuel à la paie des médecins, l'inscription sur les listes des paies des médecins de Kinshasa qui ne sont pas encore rémunérés et les promotions en grades.

Kasaï-central : des veuves des militaires réclament le paiement des 14 mois d'arriérés de leur rente de survie. Environ cinq cent veuves des militaires de la 21^e brigade des Fardc réclament le paiement de quatorze mois d'arriérés de la rente de survie que leur doit l'armée. Contacté, le commandement de l'armée nationale au Kasaï-Central explique que le dossier de ces femmes est en étude au niveau du gouvernement central à Kinshasa, assurant en outre qu'une délégation du ministère de la Défense nationale chargée du contrôle et de la paie des militaires est attendue « incessamment » à Kananga pour résoudre ce problème.

Mitwaba: plaidoyer pour des cours de rattrapage en faveur des enfants d'ex-miliciens. Le responsable du sous bureau de l'enseignement primaire et secondaire de Mitwaba, dans le Haut-Katanga, plaide pour l'organisation des séances de rattrapage au bénéfice de plus de six cents élèves du cycle primaire. Leurs parents, qui sont des anciens miliciens, se sont rendus récemment aux autorités. Parmi ces enfants, 370 sont venus de Kisele et 250 de Kyubo. Il est urgent que le gouvernement provincial s'implique pour faciliter pour eux l'organisation d'un programme d'enseignement accéléré avant la rentrée scolaire prévue dans moins de trois semaines.

Les professeurs de l'Université de Kinshasa maintiennent leur grève. Les professeurs de l'Université de Kinshasa (Unikin) ont décidé de maintenir leur mouvement grève qu'ils observent depuis le 7 août. D'après le comité exécutif de l'Association des professeurs de l'Université de Kinshasa (Apukin), qui avait engagé des négociations avec le gouvernement sur les revendications des professeurs, aucune avancée n'a été enregistrée du côté du gouvernement concernant la requête du personnel scientifique de l'Unikin. L'Apukin annonce une nouvelle réunion d'évaluation de ce mouvement de grève des professeurs le 29 août.

Grogne des agents de la RVA à Buta. Les agents Régie des voies aériennes (RVA) à Buta, territoire situé à plus de 324 Km au nord de Kisangani (Tshopo) ont refusé mardi 15 août d'entrer à leurs bureaux. Ils protestaient contre le non-paiement de leur salaire de mars et juin derniers par la direction générale de cette entreprise étatique. Cependant, affirme le commandant de la RVA/Buta, le listing de paie est bel et bien arrivé à Buta à la fin du mois de juin dernier sans liquidités.

Le professeur Labi salue les retombées positives du découpage du Katanga. Deux ans se sont écoulés depuis que le Katanga, comme certaines provinces de la RDC, a été effectivement démembré en quatre nouvelles provinces: Haut-Katanga, Lualaba, Tanganyika et Haut-Lomani. Ce découpage a eu des effets positifs sur le plan économique, estime Labi Boketshu, professeur d'économie à l'Université de Lubumbashi. «Après le découpage, il y a eu prise de conscience de la part des autorités de chacune des provinces, pour essayer de faire un état des lieux de leurs entités. Les différents gouvernements provinciaux commencent à rétablir les infrastructures et enfin du compte, à assainir l'environnement.»

Nord-Kivu: trois gardes de parc tués par des présumés miliciens. Une équipe de patrouille de 18 gardes de parc a été attaquée, lundi aux environs de 6 heures du matin, au poste de Vihyo, non loin de Muramba, 10 km à l'ouest de Kyavinyonge. Des sources locales et celles de l'ICCN ont confirmé la mort des trois gardes de parc et la disparition d'un autre. Le porte-parole de l'ICCN au Nord-Kivu souligne que des recherches se poursuivent pour retrouver le garde de parc disparu. Le porte-parole de l'ICCN, Joël Wengamulayi, qui reconnaît la récurrence des attaques ces derniers temps, affirme que des dispositions sont prises, notamment avec les FARDC, pour solutionner le problème.

Kinshasa : la police relance la traque des «Kulunas». Le nouvel inspecteur de la Police de la ville de Kinshasa, le général Sylvano Kasongo, a annoncé mercredi 16 août la reprise de la traque des bandits urbains appelés « Kulunas ». La recherche des bandits s'opère avec la collaboration des notables des quartiers et des autorités administratives locales dont les chefs des rues. Il a annoncé qu'une fois par mois, il présidera une réunion pour corriger des erreurs éventuelles qui pourront survenir au cours des opérations.

Nouvel accrochage entre l'armée et les Mai-Mai Raïa Mutomboki à Walungu. Une coalition de combattants Raïa Mutomboki a attaqué pendant la nuit de mardi à mercredi 16 août les Forces armées de la RDC dans leur position à Kibandamangobo, en territoire de Walungu. Le bilan provisoire fait état de deux combattants tués et deux militaires FARDC blessés. L'enfant d'un militaire a été blessé par balle. Selon la société civile locale, la coalition Raïa Mutomboki cherche à contrôler l'axe Kimbiri –Shabunda dans le souci d'imposer des taxes auprès des usagers de ce tronçon routier.

Haut-Katanga : le responsable des hôpitaux catholiques réclame à l'Etat le versement des salaires pour son personnel. Le médecin responsable du Bureau diocésain des œuvres médicales (Bdom, une structure de l'église catholique qui gère les hôpitaux publics placés sous sa direction dans les quatre provinces issues du Katanga, demande au gouvernement d'assurer la rémunération du personnel soignant de ce réseau d'hôpitaux. Dr Romain Kasongo a fait cette demande mercredi 16 août à Lubumbashi lors de l'évaluation de la convention signée entre le ministère de la Santé et la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) sur la gestion du Bdom. L'engagement pris par l'Etat congolais pour verser les salaires n'a «presque pas été réalisé» durant les dix années d'exécution de cette convention, a dit Dr Kasongo. Il a fait observer en outre que le ministère de la

Santé publique devrait également assurer l'approvisionnement des structures sanitaires en médicaments « pour que les soins soient gratuits pour toute la population, surtout pour les vulnérables ».

RDC : le pouvoir en place a mis le pays dans une situation chaotique, selon Mwenze Kongolo. Dans une lettre adressée à Joseph Kabila, le président du parti politique Patriotes Kabilistes (PK), affirme que la situation sociale, politique et économique du pays est chaotique et macabre. Le directoire national de ce parti interpelle l'actuel chef de l'Etat sur la crise multiforme que traverse la RDC. Selon Mwenze Kongolo, le Chef de l'Etat a « déshonoré la mémoire de Laurent Désiré Kabila » et celle de ses combattants qui sont morts lors de la guerre de libération de 1997. En réaction, le secrétaire général adjoint du PPRD, parti présidentiel, rejette en bloc l'interpellation du président des Patriotes Kabilistes. Il affirme que c'est Joseph Kabila, sans déshonorer la mémoire de Laurent Désiré Kabila, qui a normalisé la situation du pays et tout le monde doit le reconnaître.

Nord-Kivu : la Monusco remet à la société civile du matériel de bureau. La section des Affaires civiles de la Monusco a remis, mardi 15 août, aux coordinations de la société civile des territoires de Lubero et de Beni ainsi que de la ville de Butembo du matériel pour améliorer les conditions de travail des animateurs de ces structures. Il s'agit d'un appui en équipements informatiques, électriques solaires et bureautiques. Le financement global de cet appui de la Monusco à ces trois coordinations de la société civile est estimé à 15 090 USD.

Jeudi 17 août.

RDC : le BCNUDH a documenté 398 violations des droits de l'homme en juillet. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a documenté 398 violations des droits de l'homme au mois de juillet. Ce chiffre représente une baisse de 19% par rapport au mois de juin au cours duquel 490 cas ont été documentés. Le BCNUDH fait remarquer que ce sont les agents étatiques, à savoir des éléments des Fardc et de la Police, qui sont les principaux auteurs de 55% de cas de violations et de 30 cas d'exécutions extrajudiciaires et sommaires. Viennent ensuite les groupes armés, responsables de 179 violations dans les territoires affectés par les conflits. Le Bureau conjoint a aussi enregistré, pour la même période, au moins 60 violations des libertés fondamentales et de l'espace démocratique. En ce qui concerne la lutte contre l'impunité, 11 militaires des Fardc et trois policiers ont été condamnés pour des actes constitutifs de violations des droits de l'homme.

Bunia: 4 agents et cadres de la Socomin interpellés. Quatre agents et cadres de la Société congolaise des mines (Socomin), dont son Directeur général, ont été interpellés mardi dernier à l'Etat-major de la Police nationale congolaise (PNC) sur ordre du comité provincial de sécurité à Bunia. Deux prévenus ont été relâchés quelques heures après et les deux autres, mercredi 17 août, après un interrogatoire. On leur reproche de recruter des agents pour des travaux d'exploitation industrielle de l'or dans la concession querellée de Nzani en territoire de Mahagi sans que le gouvernement provincial en soit informé. Le ministre provincial des mines, Déogratias Ombalia qui a investigué sur ce dossier déclare que c'est depuis trois mois que la Socomin est opérationnelle dans cette concession. Or, cette dernière fait l'objet d'un contrat d'amodiation, qui n'est pas encore résilié entre la Sokimo et la firme privée Mwana Africa.

Kinshasa: Jean-Claude Masangu démissionne de la présidence de l'Udeco. Jean-Claude Masangu Mulongo a démissionné de la présidence de l'Union pour le développement du Congo (Udeco). Il affirme que sa décision est motivée par le « climat malsain entretenu et soutenu » ayant abouti à la scission du parti, chose qu'il qualifie d'inacceptable. Le 21 mai dernier, M. Masangu avait été déchu par le bureau national du comité directeur du parti pour tribalisme et népotisme. Il avait alors rejeté ces accusations portées contre lui par des « frondeurs. »

Haut-Katanga: Jean-Claude Kazembe demande à la Ceni d'annuler l'élection de gouverneur. Le gouverneur Jean-Claude Kazembe, qui avait été déchu par l'assemblée provinciale du Haut-Katanga et réhabilité par la cour constitutionnelle, adresse au président de la Commission électorale nationale indépendante une requête en annulation de l'élection de gouverneur et vice-gouverneur dans la province projetée pour le 26 août. Il n'y a pas vacance de poste de gouverneur dans le Haut-Katanga, explique-t-il. Jean-Claude Kazembe invite le président de la CENI au respect de l'arrêt de la Cour constitutionnelle, qui l'a réhabilité dans ses fonctions. Le gouverneur Kazembe avait été déchu de son poste le 18 avril suite à une motion de défiance initiée contre lui. La Cour constitutionnelle l'a réhabilité le 26 mai, en déclarant « nulle et non fondée » la motion ayant conduit à sa déchéance.

Tshopo: la Snel appelle à la construction d'un nouveau barrage hydroélectrique. La Société nationale d'électricité plaide pour la construction d'un nouveau barrage hydroélectrique dans le site de Babela dans la Tshopo. « Il y a un site de Babeba qui peut produire 75 Mw. C'est un site intéressant. Il est indispensable et

urgent de construire un autre barrage en amont de la rivière Tshopo», a plaidé Boniface Musho Bora. Les études de faisabilité sont déjà effectuées et il ne reste que le financement, a-t-il affirmé. La centrale hydroélectrique de la Tshopo ne produit à ce jour que 10 Mw, alors qu'en temps normal, elle en produisait 18. Les besoins de la ville sont estimés à 36 Mw. Le manque d'électricité fait fuir certains investisseurs, déplore la population.

Kwango: l'association Zibula Meso demande la prolongation de l'enrôlement des électeurs. Les notabilités de la province du Kwango réunies au sein de l'association Zibula Meso [Vigilance, en français] demandent à la Commission électorale nationale indépendante de prolonger l'enrôlement des électeurs. Cette opération, prévue pour le 1er avril 2017, a commencé avec un retard de plusieurs semaines, a expliqué cette association dans un mémorandum adressé au président de la Ceni.

Début de la vaccination des enfants au Kasai. Le Programme élargi de vaccination (PEV) au Kasai-Central a lancé mardi 15 août à Kananga, les «Journées Santé de l'enfant», qui vont se dérouler jusqu'au 26 août dans 44 zones de santé (26 au Kasai-Central et 18 au Kasai). Selon le coordonnateur provincial du PEV, le Dr Rex Banza, pendant cette période, les enfants de moins de 5 ans seront vaccinés contre des multiples maladies, à la suite des violences dues au phénomène Kamuina Nsapu.

Ituri: 40 morts dans un éboulement des terres au bord du lac Albert. Un glissement des terres provoqué par une forte pluie a causé mercredi la mort de quarante personnes et plusieurs dégâts matériels dans le camp de pêche de Tara au bord du lac Albert, selon le bilan provisoire livré jeudi 17 août par le vice-gouverneur de l'Ituri, Pacifique Keta. Le camp de pêche de Tara, situé aux pieds des Monts bleus au bord du lac Albert n'a pas échappé à cette pluie. Les gens qui s'y trouvaient se sont abrités dans une quarantaine de cases de fortune. Ces habitants, a poursuivi Me Faustin Atilenge, ont été surpris par un torrent de terres et de grosses pierres qui a couvert hommes, animaux, maisons d'habitation et tout ce qui s'y trouvait.

Equateur : les enseignants menacent d'aller en grève. La synergie des enseignants des écoles primaire et secondaire de l'Equateur menacent d'aller en grève, à quelques jours de la rentrée scolaire 2017-2018. Elle exige que le gouvernement prenne en compte leurs revendications, notamment l'amélioration des conditions salariales des enseignants «au taux actualisé.» Le porte-parole de la synergie, Nicolas Losange, parmi d'autres revendications des enseignants, parle également de la prise en compte de la mise sous statut des fonctionnaires des nouvelles recrues de l'administration publique pour qu'elles soient payées, et le paiement des enseignants non payés, la titularisation de tous les enseignants, et le paiement régulier et sans retenue bancaire pour les frais de tenue de compte.

Kinshasa : pour stopper les arnaques, les agents du Bureau 2 seront désormais missionnés par le chef de la police. Les agents du Bureau 2, le département de la police chargée des investigations, disposeront désormais d'un ordre de mission signé par le chef de la police de Kinshasa, le général Sylvano Kasongo ou son adjoint. Cette mesure vise à stopper les arnaques opérées par des personnes se faisant passer pour des agents de ce département. Ces derniers extorquent argent et autres biens de valeur aux passants qui n'ont pas des pièces d'identité. Il fait remarquer que seul lui ou son adjoint ont le pouvoir de décider de l'envoi en mission des agents du Bureau 2. Plusieurs personnes ont été dépouillées par des agents disposant des bureaux dans les sous-commissariats et se présentant comme des agents de Bureau 2.

Kasai-Central: le nouveau commissaire de la police a pris ses fonctions. Le nouveau commissaire provincial de la police au Kasai-Central, Fidèle Kahumba, a pris officiellement ses fonctions jeudi 17 août à Kananga. Il a reçu des mains du gouverneur intérimaire, Justin Milonga, l'étendard «symbole de son commandement». Fidèle Kahumba a été nommé à la tête de la police du Kasai-Central par l'ordonnance présidentielle signée le 17 juillet dernier.

RDC : Il est urgent de publier le calendrier électoral, estime la représentante adjointe de la France à l'ONU. La Représentante permanente adjointe de la France auprès des Nations Unies, Anne Guégen, estime qu'il est urgent que soit publié le calendrier électoral pour la RDC. Elle appelle de ce fait au respect de l'accord du 31 décembre. Elle appelle aussi à l'implication des acteurs politiques congolais pour mettre fin aux violences en RDC.

Haut Katanga : suspension de l'opération de reddition des miliciens. Le gouvernement provincial du Haut Katanga a suspendu depuis quelques jours l'opération de reddition des ex-combattants qui a été lancée dans le territoire de Mitwaba depuis plus d'un mois. Ces ex-combattants étaient cantonnés dans les villages de Kiselé et de Kyubo. Environ 400 ex-combattants se sont déjà rendus aux autorités et transférés à Lubumbashi.

Vendredi 18 août.

She Okitundu à l'ONU : «Les élections auront lieu en RDC conformément au calendrier électoral qui sera publié par la Ceni». «Ma délégation tient à rassurer à votre Conseil que les élections auront bel et bien lieu en RDC conformément au calendrier électoral qui sera publié par la CENI. Il va de soi qu'en conformité avec l'accord du 31 décembre 2016, la CENI, le CNSA et le gouvernement évalueront très bientôt ensemble l'évolution des préparatifs pour apprécier la période exacte de la tenue des trois élections programmées, à savoir la présidentielle, les législatives nationales et les législatives provinciales», promet Léonard She Okitundu. Il a en outre affirmé qu'aussitôt que le processus d'enrôlement sera achevé, «le gouvernement demandera, à la prochaine session parlementaire, l'inscription en urgence de l'examen sur la révision de la loi électorale et celle sur la répartition des sièges».

Meurtres d'experts en RDC: Washington veut "une enquête complète" de l'ONU. "Les meurtres des experts de l'ONU --Michael et Zaida qui ont risqué leur vie pour aider celle d'autres-- ne peut s'achever dans une procédure bureaucratique", a souligné dans un communiqué l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley. "Nous continuons d'avoir besoin d'une enquête complète sous l'autorité du secrétaire général sur les événements liés à leur mort et une mise en responsabilité des auteurs". Ce communiqué a été diffusé alors que se tenait une réunion du Conseil de sécurité sur la RDC, en présence des familles des victimes et du ministre congolais des Affaires étrangères. Ce dernier, Léonard She Okitundu a répondu : "Mon gouvernement juge inopportun la mise en place d'une telle enquête". Les autorités congolaises "collaborent déjà avec des mécanismes des Nations unies (et) les pays d'origine des deux victimes". L'ONU dispose de deux rapports, l'un de juin fait par des experts de l'ONU, l'autre d'août réalisé par des enquêteurs onusiens. Le premier évoque un "guet-apens prémédité" sans exclure l'implication de membres de la sécurité d'Etat. Le second parle d'un crime commis par des miliciens et réclame des investigations complémentaires pour identifier formellement les auteurs des meurtres.

Bunia: le 3e vice-président du CNSA désavoué par son parti. «Monsieur Uma est passé vice-président du CNSA. Cela malheureusement sans l'accord du parti politique Forces populaires pour la démocratie au Congo. Raison pour laquelle nous, comme la voix autorisée de ce parti politique, nous avons initié cette lettre pour dénoncer cette nomination et montrer à l'opinion congolaise que le parti politique Forces populaires pour la démocratie au Congo n'est concerné ni de loin ni de près dans la nomination de CNSA, qui viole d'ailleurs l'esprit de l'accord de Saint Sylvestre», a déclaré le président national de ce parti jeudi à Bunia,

Kwilu: les députés provinciaux appelés à garantir la représentativité de la femme. L'Association des Femmes pour la paix, la prévention et la résolution pacifique des conflits, une organisation de la société civile basée dans la ville de Bandundu, a plaidé jeudi 17 août pour une représentativité significative de la femme dans le gouvernement provincial qui sera formé après l'élection d'un nouveau gouverneur à la tête du Kwilu.

Election des gouverneurs: la CNDH appelle les leaders d'opinion du Haut-Lomami à privilégier la paix. A moins de deux semaines de l'élection des gouverneur et vice-gouverneur du Haut-Lomami, l'antenne de la Commission nationale des Droits de l'Homme (CNDH) dans cette province demande aux leaders d'opinion que sont les acteurs politiques, les autorités locales et les membres de la société civile du Haut-Lomami d'œuvrer pour la paix pour que ce scrutin soit une réussite.

Tanganyika : MSF s'inquiète des conditions sanitaires « déplorables » des déplacés à Kalemie. Médecins Sans Frontières (MSF) s'inquiète des conditions sanitaires d'environ 250 000 déplacés vivant dans la ville de Kalemie et autour de celle-ci. «Souvent, elles vivent dans des abris en paille, ou sous des moustiquaires sans tapis de sol, ni matelas. Très difficile également pour eux d'avoir accès à l'accès à la nourriture et à l'eau potable».

Ouverture de la 2è Foire agricole internationale de Kinshasa. La 2ème édition de la Foire agricole internationale de Kinshasa s'ouvre vendredi 18 août à l'Académie des Beaux-Arts, mais la cérémonie officielle est prévue samedi. Pendant dix jours, le ministère provincial de l'Agriculture et Développement Rural de Kinshasa réunit les opérateurs du secteur agricole, les investisseurs et les banques autour du thème : «Entreprendre, innover et investir». L'évènement vise à présenter une vitrine des potentialités agricoles de Kinshasa et des autres provinces de la RDC, les innovations et résultats des recherches dans le domaine de l'agriculture.

L'Union européenne insiste sur l'«inclusivité» du CNSA. Le Conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral (CNSA) devrait continuer à travailler pour obtenir l'inclusivité des dirigeants en son sein, a déclaré le chef de section politique, communication, presse et information de la délégation de l'Union européenne, Bertrand Soret. Selon lui, l'Union européenne a toujours soutenu la mise en place du CNSA et la mise en œuvre des accords du 31 décembre. «Par conséquent, c'est une étape importante, quelles que soient les difficultés qui ont été rencontrées», a estimé le diplomate.

Eboulement des terres au bord du lac Albert : 150 personnes manquent à l'appel. Cent cinquante personnes sont portées disparues à la suite du glissement des terres provoqué par une forte pluie dans le camp de pêche de Tara (Ituri) au bord du lac Albert, le 16 août. Trois camps de pêche ont été frappés par cette catastrophe naturelle. Il s'agit de Kangama 1 en chefferie des Walendu Pitsi, de Tara et Diatse en chefferie des Bahema Nord. Il affirme que plus de 50 maisons et leurs occupants sont enfouis sous la terre. Les survivants n'ont ni eau potable ni latrines, moins encore des médicaments et des abris. Ils sont exposés au choléra qui est endémique dans cette région. Plusieurs voix appellent à la délocalisation de tous les occupants de ces camps de pêche situés aux pieds des Monts bleus sur le lac Albert pour prévenir d'autres nouveaux drames dans l'avenir.

Crise humanitaire en RDC : les Pays-Bas apportent une aide de 3 millions d'euros. Le Royaume des Pays-Bas a décidé de verser une aide de 3 millions d'euros au fonds humanitaire des Nations unies. Cette participation néerlandaise vise notamment la région du Kasai, secouée depuis près d'une année par l'insécurité. Mais de façon plus large, cette aide financière contribuera au fonds humanitaire de l'Onu pour soutenir l'action humanitaire en RDC, indique un communiqué de l'ambassade du Royaume des Pays-Bas en RDC. Le montant disponibilisé permettra de répondre aux besoins les plus urgents des déplacés, en majorité des femmes et des enfants, notamment, en ce qui concerne la nourriture, les soins de santé, l'hébergement et l'accès à l'eau, précise le document. La RDC compte actuellement 3,8 millions de déplacés, le chiffre le plus élevé en Afrique.

Samedi 19 août.

Kinshasa: nouveau préavis de «grève radicale» des médecins. Dans une déclaration devant la presse vendredi 18 août, le secrétaire exécutif du Syndicat des médecins du Congo (Symeco) pour la ville de Kinshasa, Dr Ben Bola, dit avoir constaté un échec dans les négociations entre le gouvernement et sa corporation. Pour cette raison, un préavis de grève radicale de six jours a été lancé à dater de ce même vendredi. Parmi les revendications de la corporation, Dr Ben Bola parle de la mécanisation des médecins non payés et l'ajustement de la rémunération des médecins qui doit être indexé à celle des professeurs d'université. Un autre syndicat des médecins de Kinshasa, Synamed, avait décidé mardi dernier de durcir la grève que ses affiliés observent depuis la mi-juillet, pour les mêmes revendications. De son côté, l'association pour la défense des droits des patients redoute les conséquences fâcheuses de la grève des médecins des services publics sur les malades.

RDC: un «Manifeste du citoyen congolais» signé à Paris pour exiger le départ de Joseph Kabila. Les organisations de la société civile de la RDC et certains mouvements citoyens ont signé vendredi 18 août à Paris (France) le «Manifeste du citoyen congolais.» Le document prône « des actions pacifiques et non violentes » visant à empêcher le «président Joseph Kabila de se maintenir au pouvoir au-delà du 31 décembre 2017». Les signataires du manifeste citoyen exigent «une transition citoyenne, dont les animateurs seront désignés à la suite d'une concertation nationale ayant pour mission principale d'organiser des élections crédibles, transparentes, ouvertes et libres et qui n'en seront candidats.» Une autre exigence porte sur la libération immédiate et sans condition de prisonniers politiques et d'opinion et la réouverture des médias fermés en RDC.

Scènes de joie à Gbadolite pour saluer le rétablissement de l'électricité. Le rétablissement de l'électricité a été salué vendredi 18 août par des manifestations de joie de la population de Gbadolite au Nord-Ubangi. Les ingénieurs de la Société nationale d'électricité (Snel) sont parvenus à dépanner l'un des trois groupes du barrage de Mobayi-Mbongo, qui était à l'arrêt depuis plus de quatre mois. Quatre mois durant, avec l'arrêt du barrage de Mobayi, la ville de Gbadolite était plongée dans l'obscurité et plusieurs activités socio-économiques de la population étaient paralysées. Il s'agit notamment d'ateliers de fabrication métallique, de moulins à maïs et à manioc, de congélateurs pour la vente du poisson et de la viande et de cybercafés. Les autorités locales ont par ailleurs lancé un appel aux abonnés de la Snel à payer leurs factures de consommation pour soutenir cette société.

Tshikapa: la fermeture de la frontière angolaise occasionne la hausse des prix. La fermeture de la frontière angolaise a des conséquences économiques sur la ville de Tshikapa (Kasai), où les prix de plusieurs produits ont augmenté et l'activité économique s'est ralentie. Les commerçants de Tshikapa s'approvisionnaient

habituellement en produits venant de l'Angola. Depuis la fermeture de la frontière, ces produits sont plus difficiles à trouver sur place et coûtent plus cher. C'est depuis juin dernier que les autorités angolaises ont fermé la frontière pour éviter que les miliciens, qui sévissaient au Kasai, n'entrent sur leur sol.

Likasi: 3 personnes tuées par des bandits armés. Des patrouilles sont organisées à partir du samedi 19 août dans la ville de Likasi à 120 Km de Lubumbashi (Haut-Katanga). Le conseil urbain de sécurité a annoncé une série de mesures visant à lutter contre l'insécurité enregistrée dans la ville, où trois personnes ont été tuées dans la nuit de jeudi à vendredi.

Bukavu: les professeurs de 5 universités exigent le paiement de leurs salaires. Les professeurs et représentants des corps scientifiques et administratifs des cinq établissements publics de l'enseignement supérieur et universitaire (ESU) de Bukavu (Sud-Kivu) se disent inquiets quant aux retards et au non-paiement de leurs salaires. Cependant, ces professeurs disent ne pas vouloir empêcher le bon déroulement de la seconde session des examens, mais demandent au gouvernement de régler au plus tôt leurs revendications.

Trois présumés miliciens Kamuina Nsapu interpellés à Kananga. Trois jeunes ont été interpellés vendredi 18 août à Kananga dans la commune de Nganza par les forces de sécurité. Selon la bourgmestre de la commune, Mamie Kakubi, ils ont été arrêtés alors qu'ils s'adonnaient à des pratiques fétichistes des miliciens Kamuina Nsapu. Ces jeunes «se préparaient à quelque chose.» Les forces de sécurité soupçonnent ces personnes d'être des miliciens Kamuina Nsapu. La bourgmestre de Nganza annonce que des enquêtes sont menées pour en savoir davantage sur ce groupe de jeunes.

Manifestation de la population contre l'insécurité à Beni. Une vive tension a été observée samedi 19 août à Pasisi, un quartier situé entre les communes de Bungulu et Mulekera en ville de Beni, où la population protestait contre le meurtre par balle la nuit dernière d'une femme; un deuxième cas dans l'intervalle de deux jours. Selon des sources locales, depuis ce matin, la population a érigé des barricades sur la route reliant la ville de Beni et la cité de Mangina. Le président de la société civile de Beni, Gilbert Kambale, dénonce la recrudescence de l'insécurité dans de le quartier Pasisi et appelle la Police nationale congolaise (PNC) et la Monusco à la sécurisation de la population locale.

Eboulement des terres à Tara: les autorités redoutent des épidémies. La situation humanitaire est préoccupante au village Tara (Ituri) au bord du lac Albert après le glissement des terres, qui a fait plus de 40 morts et plus de 150 disparus. Il n'y a pas d'abris, ni de médicaments et d'eau potable pour les quelques rescapés, rapporte samedi 19 août soir à Bunia, à son retour de Tara. Il redoute aussi des épidémies suite aux nombreux corps qui sont encore enfouis sous terre. Le vice-gouverneur, Pacifique Ketha, rapporte que tout le village de Tara est rasé. Selon le rapport des autorités locales, il y avait 70 maisons qui abritaient les autochtones et certains marchands venus s'approvisionner en poissons. Toutes ces habitations et leurs occupants ont été engloutis par le torrent de grosses pierres. Selon lui, 40 corps ont été retrouvés jusque-là. Il y a également deux rescapés qui étaient blessés et qui viennent de succomber à l'hôpital.

Dimanche 20 août.

RDC : le soutien aux startups, une priorité du FPI. Le Fonds pour la promotion de l'industrie (FPI) va désormais accorder une importance particulière au soutien aux jeunes entrepreneurs ou startups, a annoncé samedi 19 août le directeur général du FPI Patrice Kitebi, au terme d'un atelier de trois jours sur l'évaluation de la feuille de route pluriannuelle de cette institution publique. Dans le cadre de cette nouvelle politique du FPI qui met l'accent sur le soutien aux jeunes entrepreneurs, des structures d'accompagnement des projets de création d'entreprises appelées « incubateurs » seront mises en place à Kinshasa et dans les provinces du Nord et Sud-Kivu. Au terme de cet atelier de trois jours, le FPI a également décidé de reformer sa politique de décaissement de fonds alloués au soutien des entreprises.

RDC : le pasteur André Bokundoa, nouveau président de l'Eglise du Christ au Congo. Le pasteur André Bokundoa-Bo-Likabe a été élu samedi 19 août nouveau président national de l'Eglise du Christ au Congo (ECC). Il succède à Monseigneur Marini Bodo dont la présidence a duré 19 ans. Le révérend docteur André Bokundoa-Bo-Likabe est le troisième président de l'Eglise du Christ au Congo.

Grève des professeurs : les étudiants de l'UPN réclament un service minimum. Les étudiants de l'Université pédagogique nationale (UPN) demandent à leurs professeurs en grève depuis le 7 août dernier d'observer un « service minimum » comme dans d'autres universités de la capitale congolaise. Au terme d'une réunion qui a

réuni samedi 19 août les délégués des facultés, des départements, des chefs des promotions et leurs adjoints, le Coordonnateur des étudiants de cette institution Mario Baitelemeko a également appelé les professeurs à « la bonne foi » pour sauver l'année académique en cours en procédant au dépôt des fiches de cotation des examens de la première session et à la délibération des étudiants, conformément au calendrier académique.

Haut-Katanga : plaidoyer pour la gratuité de soins de santé pour les pensionnaires de la prison de Kasapa. Le directeur de la prison centrale de Kasapa à Lubumbashi (Haut-Katanga) Justin Kasokwe plaide pour la gratuité des soins de santé en faveur des prisonniers de cette maison carcérale. Il explique cette demande ne serait que l'effectivité de l'application de l'arrêté interministériel signé il y a trois ans. Ce texte n'est toujours pas exécuté au niveau des hôpitaux publics à Lubumbashi, déplore Justin Kasokwe.

La SADC note l'impossibilité d'organiser les élections en 2017. A l'issue de son 37^e sommet clôturé dimanche 20 août, la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) a noté, qu'il ne serait pas possible d'organiser les élections en RDC en décembre 2017, en raison d'un certain nombre de défis à relever, sans plus de détails. Les participants à ce sommet ont aussi approuvé la nomination d'un envoyé spécial en RDC, qui aura notamment pour mission de «suivre le processus électoral.»

Maniema : plus de 60 000 déplacés recensés à Kabambare. Soixante mille deux cent trente-cinq déplacés ont été recensés, entre juillet et août, dans le territoire de Kabambare, à 400 km de Kindu au Sud-Ouest du Maniema. C'est la conclusion du rapport de la mission conjointe des agences Inter Cluster d'évaluation multisectorielle présentée vendredi 18 août à Kindu. Cette mission a réuni plusieurs agences et ONG évoluant dans le domaine de l'aide humanitaire et le ministère des Affaires Sociales et Actions humanitaires.

Equateur : le député Lokondo se réjouit de l'annulation de l'élection partielle du vice-gouverneur. Le député national, Henri-Thomas Lokondo, se réjouit de l'annulation de l'organisation de l'élection partielle du vice-gouverneur dans la province de l'Equateur. La CENI a décidé, samedi 19 août, de suspendre l'élection partielle du vice-gouverneur en Equateur. Elle considère que le vice-gouverneur avait été réhabilité par un arrêt de la Cour constitutionnelle.

Elections en RDC : le G7/Maniema demande au gouvernement de doter la Ceni des moyens financiers. Le G7, fédération du Maniema, demande au gouvernement de doter la Commission électorale nationale indépendante des moyens financiers en vue de l'organisation des élections en RDC, «au plus tard le 31 décembre 2017». Pour le coordonnateur provincial du G7, Dieudonné Amisi Tchomba, si la Ceni est butée à certaines difficultés techniques, elle peut d'abord organiser la présidentielle «qui ne pose pas assez de problèmes.» Dieudonné Amisi Tchomba appelle la population et les membres à G7, à «barrer la route à la dictature.»

Lundi 21 août.

RDC : le trésor public a perdu plus d'un milliard de dollars en 2016, dénonce la Licoco. Le trésor public de la RDC a perdu plus d'un milliard de dollars américains en 2016, a dénoncé la Ligue congolaise de lutte contre la corruption (Licoco). Dans sa correspondance adressée le 11 août au Conseil supérieur de la magistrature elle indique que ce manque à gagner est enregistré, faute de paiement d'impôts par plusieurs entreprises privées basées sur le sol congolais, pour la seule année 2016. Depuis plusieurs années, environ 200 sociétés privées basées en RDC recourent au service des juges des cours et tribunaux de la RDC afin de prendre des jugements avant dire droit pour bloquer les paiements des taxes et impôts de l'Etat. La même source révèle que «ces jugements avant dire droit ne sont pas pris pour corriger les erreurs de l'administration fiscale mais simplement pour bloquer le paiement des taxes et impôts.» La Licoco exige qu'une commission mixte, Justice-Finances-régies financières et le Conseil supérieur de la Magistrature soit rapidement mise en place pour élucider cette affaire.

L'industrialisation de la RDC au menu de la 3^e édition du Réseau Makutano. Des chefs d'entreprises et autres intervenants dans les milieux d'affaires sont attendus à la 3^e édition du Réseau Makutano prévue du 14 au 16 septembre à Kinshasa. La rencontre vise à promouvoir les initiatives congolaises, «vendre le Congo qui gagne» dans tous les secteurs, avec un accent particulier sur la promotion de l'industrialisation. Des panels sur l'industrie, la santé, la communication, la femme, la musique, l'agro-industrie, les mines et la sous-traitance, etc., figurent au menu de cette édition, axée sur le thème: «Euvrer à l'industrialisation de la RDC.»

RDC: « Joseph Kabila déterminé à mener le processus électoral jusqu'aux élections». Au cours de la réunion de la Majorité présidentielle (MP) organisée dimanche 20 août à Kingakati (une banlieue de Kinshasa),

« le président Joseph Kabila a, une fois de plus, affirmé sa détermination à mener à bonne fin le processus électoral jusqu'à l'organisation des élections ». Le chef de l'Etat congolais a, en outre, mis en garde sa famille politique contre ce qu'il a qualifié «des sirènes de mauvaise foi» qui, selon lui, répandent des rumeurs selon lesquelles « les élections n'auront jamais lieu », a ajouté M. Atundu.

Général Kasongo: « J'ai deux défis à relever: l'insécurité et les embouteillages ». Le général Kasongo promet de s'attaquer au banditisme urbain qui s'est accru depuis la récente évasion massive de la prison centrale de Makala. Il annonce aussi des mesures pour mettre fin aux embouteillages, devenus le quotidien des habitants de Kinshasa. « Les embouteillages sont dus à l'indiscipline des chauffeurs. Il y a la loi et nous devons la faire respecter ». Il met aussi en garde les autorités et les gens qui «se croient intouchables » et promet de mettre des caméras de surveillance pour que «chaque semaine qu'on montre à la télévision les gens qui ne respectent pas le code de la route ». Il interpelle les agents qui réglementent la circulation routière et les appelle à adopter un nouveau comportement. «La mendicité doit prendre fin. Ils appellent tout le monde 'honorable', 'président'... Ils ne sont pas différents des shégués », ironise le chef de la police de Kinshasa.

RDC: les élections ne seront pas organisées en 2017, selon Adolphe Muzito. Les élections ne seront pas organisées en décembre 2017 en RDC, a estimé, vendredi 18 août, le député national Adolphe Muzito, après examens des indicateurs économiques du pays. L'ancien Premier ministre fait remarquer que le secteur économique est secoué par l'inflation de la monnaie locale et le gouvernement n'a pas pu mobiliser que le tiers de l'ensemble du budget national au 10 août. Tous ces facteurs, au-delà des problèmes politiques, font également douter l'élue de Kikwit sur la possibilité d'organiser les scrutins au premier semestre 2018. «Ça signifie que c'est au courant de 2018 qu'on peut dégager des moyens. Encore que là, je doute fort que ça soit au premier semestre», affirme Adolph Muzito.

Election du gouverneur de la Tshopo: le CSAC met en garde contre une campagne « précoce ». Le coordonnateur du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) de la Tshopo, Alexis Dunia Ulimwengu, met en garde les journalistes qui se livreraient à une campagne « précoce » en faveur d'un candidat à l'élection du gouverneur de cette province. Il rappelle que la campagne électorale pour l'élection des gouverneurs débute mardi 22 août. Pendant les trois jours de campagne électorale qui se déroulera principalement à l'assemblée provinciale, chaque candidat a droit également à 15 minutes de campagne gratuite dans les organes de presse, y compris la RTNC.

Kasaï-Central: les juges visitent le lieu du meurtre des experts onusiens. Les juges congolais, qui enquêtent sur le double meurtre en mars dernier des experts de l'ONU au Kasaï-Central, vont effectuer ce lundi 21 août une visite du lieu du crime dans le cadre du procès des présumés auteurs de ce crime. Dans le cadre de ce procès, deux personnes sont poursuivies pour «crime de guerre par meurtre, crime de guerre par mutilation, terrorisme, participation à un mouvement insurrectionnel». Elles sont accusées d'avoir assassiné en mars 2017 l'Américain Michael Sharp et la Suédo-chilienne Zaida Catalan, deux experts de l'ONU qui enquêtaient à l'époque sur les violences et des fosses communes dans la région du Kasaï.

Ituri: un mort dans une attaque attribuée à la FRPI. Une personne a trouvé la mort par balle dans une attaque perpétrée samedi 19 août par des hommes armés aux villages Injili et Bavesa de la chefferie de Walese Vonkuku dans le territoire d'Irumu (Ituri). Le porte-parole des Forces armées de la RDC en Ituri, le capitaine Carlos Kalombo, attribue cette attaque aux miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI). Il assure que les forces loyalistes sont actuellement à la poursuite des assaillants pour obtenir la libération des villageois pris en otage.

Kongo-central : une marche des adeptes de BDK empêchée à Kisantu. Une marche que prévoyaient d'organiser les adeptes du mouvement religieux interdit Bundu dia Kongo (BDK) ce lundi à Kinssatu (Kongo-central) a été empêchée par les forces de l'ordre. A l'appel de leur leader, le député Ne Muanda Nsemi en cavale, les adeptes de BDK comptaient organiser une marche et déposer un mémorandum au bureau de l'administrateur du territoire de Kisantu. Des manifestations similaires devaient également être organisées dans les villes de Matadi, Boma, Muanda et dans les cités de Tshela et Luozi. Mais la situation est demeurée relativement calme dans la plupart de ces villes.

RDC : la société civile plaide pour l'instauration des caméras dans les bureaux de vote. La coalition de la société civile et du pouvoir coutumier demande à la Commission électorale nationale indépendante(Ceni) d'envisager à déployer dans chaque centre de vote des caméras et des appareils photos pour enregistrer tout ce qui se passe dans ces centres en vue d'éviter la fraude et les contestations.

Le contingent sud-africain de la Monusco administre des soins corporels aux orphelins de Nyiragongo. Plus d'une centaine d'enfants orphelins de Munigi, en territoire de Nyiragongo à 5 km au nord de Goma, ont bénéficié samedi 19 août de soins d'hygiène corporelle ordinaire, administrés par les casques bleus sud-africains de la Monusco, basés à Munigi. Les soldats de la paix ont administré ces soins pour célébrer le "Mandela-Day", une journée de partage avec les plus démunis en Afrique du Sud.

Elections en RDC : le constat de la SADC rejoint celui de la CENI, estime Crispin Ngoy. Dimanche 20 août dernier à l'issue de son 37^e sommet, la SADC a aussi noté qu'il ne serait pas possible d'organiser les élections en République démocratique du Congo en décembre 2017, en raison d'un «certain nombre de défis à relever». Pour le député national de la majorité présidentielle Crispin Ngoy, le président sud-africain qui est le président en exercice de la SADC n'a fait que « se rallier à cette déclaration du technicien en la matière», faisant allusion aux propos de Corneille Nangaa. Le député congolais n'attend plus que la tripartite gouvernement congolais, CeniI et CNSA formalise ce constat et l'annonce officiellement. Le député de l'opposition, Jean-Claude Vuemba, pense pour sa part que le constat de la SADC «n'engage nullement le peuple congolais.» «Que la CENI nous présente un calendrier issu de l'accord de la Saint Sylvestre. Si la CENI essaye de s'y écarter, c'est le peuple congolais qui sera en face conformément à l'article 64», prévient le député Vuemba. L'article 64 de la constitution stipule : « Tout Congolais a le devoir de faire échec à tout individu ou groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou qui l'exerce en violation des dispositions de la présente Constitution. Toute tentative de renversement du régime constitutionnel constitue une infraction imprescriptible contre la nation et l'État. Elle est punie conformément à la loi.»

RDC: les enseignants annoncent un arrêt de travail le 4 septembre. L'intersyndicale des syndicats des enseignants du primaire, secondaire et professionnel demande à ses affiliés d'observer un arrêt de travail à partir du 4 septembre sur toute l'étendue de la RDC jusqu'à ce que le gouvernement réponde à leurs revendications. Jacques Lukuku Pidji, porte-parole de l'intersyndical, dénonce : «On s'est rendu compte que l'indexation des salaires qu'il avait promise au mois de juillet n'a pas été respectée, la légère augmentation de salaires, dont il a parlé pour le mois d'août, n'a pas été réalisée, la quotité versée à la mutuelle de santé n'a pas été prise en charge depuis le 4 septembre 2015...»

RDC : l'Alternance pour la République exige la convocation du corps électoral en septembre. Les partis politiques, membres de l'Alternance pour la République (AR) du grand Katanga exigent la convocation du corps électoral en RDC au mois de septembre prochain. Ils l'ont fait savoir lundi 21 août, au cours d'une matinée politique organisée à Lubumbashi. D'après le coordonnateur provincial de cette plateforme politique, Gustave Mumba, la mise en application de l'accord de la Saint Sylvestre demeure l'unique et seul cadre pour la décrispation politique. «Nous exigeons les élections avant le 31 décembre 2017. Et comme vous le savez, nous sommes en train d'exiger l'application intégrale de l'accord du 31 décembre 2016 parce que sans cet accord, rien ne pourrait marcher sur le plan politique en RDC», a ajouté Gustave Mumba. Il a indiqué que l'accord du 31 décembre «renferme quelques trésors pour la population congolaise, notamment la sauvegarde de la constitution par la non organisation du referendum populaire.»

Mardi 22 août.

RDC : début de campagne électorale pour l'élection partielle des gouverneurs. La campagne électorale pour l'élection partielle des gouverneurs et vice-gouverneurs débute mardi 22 août dans les provinces de la RDC où des vacances ont été constatées. Selon le calendrier de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), cette période s'étendra jusqu'au 24 août. L'élection proprement dite interviendra samedi 26 août, d'après le chronogramme de la Ceni. Conformément au calendrier de la commission électorale, les assemblées provinciales ont ainsi ouvert leurs sessions extraordinaires. Elles s'étendront du 21 au 30 août. Ces sessions se consacrent exclusivement à l'élection des gouverneurs et leurs vice-gouverneurs. Au Sud-Kivu, sept candidats en lice tenteront de convaincre les élus provinciaux. Dans la province de la Tshopo, ils sont les cinq candidats en compétition. Dans la province du Sud-Ubangi, trois candidats sont en lice. Il n'y aura pas d'élection partielle de vice-gouverneur tant dans la nouvelle province de l'Equateur que dans la Mongala.

Meurtres des experts de l'ONU: report de la visite des magistrats congolais sur le lieu du crime. Le tribunal militaire de garnison de Kananga a renvoyé à jeudi 24 août la visite, initialement prévue lundi dernier, des juges congolais du lieu du double meurtre d'experts onusiens au Kasai-Central. Le report de cette visite est consécutif à l'insécurité qui prévaut sur la route qui relie la ville de Kananga à la localité de Bunkonde, où les corps de deux experts avaient été retrouvés fin mars dernier.

Kasaï-Central : plus de 100 enfants sortis de la milice Kamuina Nsapu à Luiza. En un mois, plus de cents enfants ont été sortis de la milice Kamuina Nsapu à Luiza. Ces chiffres ont été communiqués par une ONG de défense des droits des enfants active dans ce territoire.

Sud-Kivu : la société civile opposée à l'implication des militaires dans l'exploitation minière. La société civile du Sud-Kivu, en collaboration avec la coalition de la société civile de la région de Grands Lacs contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, recommandent aux responsables des forces de sécurité d'écarter les militaires du secteur de l'exploitation minière. L'implication des militaires dans l'exploitation minière est en contradiction avec leur mission régalienne d'assurer la sécurité de la population. «Nous voulons que les militaires sortent des puits, des activités minières, tout en sécurisant la population dans les zones minières. Qu'ils traquent aussi d'autres personnes de la chaîne d'approvisionnement qui ne sont pas éligibles comme les membres des groupes armés».

Kalemie: test du film long metrage "Tuishi Kwa Amani". L'organisation internationale Search For Common Ground-Centre Lokole a organisé lundi 21 août à Kalemie (Tanganyika), un pré-test du film long métrage dénommé : "Tuishi Kwa Amani (Vivons en paix)" pour sensibiliser la population locale sur la cohabitation pacifique. Ce film s'inscrit dans le cadre de la prévention et de la gestion des conflits dans les provinces du Tanganyika et Haut-Katanga, affectées par le conflit entre les pygmées et les bantous. Ce conflit a fait plusieurs dizaines de morts et de nombreux déplacés. «Il s'agit d'une fiction qui ne parle pas nommément de gens. Pour nous, c'est un outil où chacun pourra visualiser et se retrouver, et se rendre compte que le message me concerne moi et mon voisin; le message concerne ma communauté et la communauté voisine», a détaillé le scénariste.

RDC : un annuaire statistique pour 2015 présenté à Kinshasa. Le premier ministre Bruno Tshibala a présenté ce mardi à Kinshasa l'annuaire statistique de la RDC pour 2015. Produit par l'Institut national de la statistique avec l'appui financier du gouvernement, de la Banque mondiale ainsi que de la Banque africaine de développement (BAD), ce document renferme plus de 550 tableaux qui présentent des indicateurs de développement et dressent les statistiques de la RDC sur le plan démographique, social et économique.

Violences au Kasaï-central : le HCDH annonce l'arrivée imminente des experts indépendants pour des enquêtes. En séjour depuis lundi à Kananga, la directrice de la division de coopération technique et des opérations du bureau du Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), Georgette Gagnon a annoncé ce mardi l'arrivée dans quelques semaines au Kasaï-Central d'un groupe d'experts indépendants. Leur mission est d'enquêter sur les violations des droits de l'homme commis durant les violences qui ont secoué la région suite à l'activisme des miliciens Kamuina Nsapu.

Haut-Lomami : 15 morts dans un accident de circulation à Bukama. Quinze personnes sont mortes dans un accident de la circulation qui s'est produit mardi 22 août à Bukama dans la province du Haut-Lomami. D'après le ministre provincial de l'Intérieur, Venance Mutombo, qui a livré ce bilan provisoire, l'excès de vitesse est à la base de ce drame.

Bunia Santé Division provinciale En bref Actualité National. Toutes les portes de la division provinciale de la santé de Bunia (Ituri) sont restées fermées mardi 22 août. Ses agents protestent contre la paralysie administrative dans laquelle est plongé ce service depuis la suspension préventive, il y a près d'un mois de son chef. Le Dr Louis Tshulo est suspendu par la ministre provinciale de la Santé pour insubordination. L'intérimaire désigné n'est jamais entré en fonction car le suspendu conteste la régularité de cette décision.

Ituri Tara Eboulement des terres Etats-Unis Chine RDC Joseph Kabila Politique Actualité National. L'ambassade des États-Unis à Kinshasa adresse ses condoléances aux familles de ceux qui ont perdu la vie lors du glissement de terrain dans la province de l'Ituri au début de cette semaine. Cent cinquante personnes sont portées disparues à la suite du glissement des terres provoqué par une forte pluie dans le camp de pêche de Tara (Ituri) au bord du lac Albert, mercredi 16 août. Ce glissement a touché trois villages. Certaines sources parlent même de 200 morts. La situation humanitaire est préoccupante au village Tara (Ituri) au bord du lac Albert après ce glissement des terres. Il n'y a pas d'abris, ni de médicaments et d'eau potable pour les quelques rescapés.

«L'état de santé de Franck Diongo est suffisamment alarmant» (Avocat). L'opposant Franck Diongo est malade. Depuis la semaine dernière, il a été admis dans un centre hospitalier de la capitale. Mais son avocat, Me Laurent Onyemba, sollicite son évacuation à l'étranger pour des soins appropriés. Le député Diongo avait été

condamné mercredi 28 décembre 2016 à cinq ans de servitude pénale principale par les juges de la Cour suprême de justice, pour arrestation arbitraire et de détention illégale aggravée.

Eboulement des terres à Tara : Vital Kamerhe regrette «l'incapacité du gouvernement à prévenir les catastrophes». «Je suis venu compatir avec tous les Ituriens à double titre. Le décès de John Tinanzabo et la catastrophe qui a emporté beaucoup de personnes», a affirmé l'opposant Vital Kamerhe. Près de 200 personnes sont mortes, selon diverses sources et 150 autres portées disparues. «Le gouvernement a démontré ses limites. Il devient un gouvernement qui ne fait que des funérailles partout. Les gens meurent et il y a des groupes armés qui tuent. C'est un gouvernement incapable de sécuriser et de prévenir des catastrophes humanitaires», a déploré Vital Kamerhe. Il a invité le gouvernement congolais à réagir face à ce drame, notamment en assistant les familles des victimes ainsi que les rescapés.

Mercredi 23 août.

Rutshuru : les activités économiques à Ishasa tournent au ralenti suite à l'insécurité. Les activités économiques dans la cité d'Ishasa dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) sont presque à l'arrêt depuis deux mois, rapportent des sources locales qui attribuent cette situation à l'insécurité provoquée par l'activisme des miliciens dans la région. Des Maï-Maï notamment attaquent régulièrement les positions de l'armée dans la cité et n'hésitent pas à recourir aux kidnappings des civils. Des actes d'insécurité qui sèment depuis des semaines une psychose au sein de la population.

Glissement de terrain de Tara: Joseph Kabila instruit le gouvernement de venir en aide aux sinistrés. Le Président Joseph Kabila a instruit mardi 22 août le gouvernement de prendre «toutes les dispositions nécessaires pour venir en aide à la population sinistrée de Tara (Ituri), victime de glissement de terrain du 16 août dernier.

La RDC compte environ 450 000 réfugiés sur son sol. Jusqu'au 31 juillet 2017, la RDC a enregistré sur son sol 475 000 réfugiés, toutes les nationalités confondues, a fait savoir à la presse le HCR dans son bulletin d'informations publié ce mercredi. Dans ce chiffre, souligne le HCR, le Rwanda compte 245 000 réfugiés. Et depuis le début de l'année, plus de 5 000 réfugiés rwandais vivants en RDC ont été rapatriés dans leur pays. La RDC enregistre également à ce jour 102 000 réfugiés centrafricains, plus de 80 000 sud-soudanais et près de 44 000 burundais, dont la majorité se trouve au Sud-Kivu, notamment dans le camp de Lusenda. La RDC accueille également sur son sol 661 réfugiés angolais et 494 réfugiés du Congo Brazzaville. Par contre, relève le HCR, 661 000 réfugiés originaires de la RDC vivent dans d'autres pays africains.

Appel à la grève des enseignants en RDC: réactions contrastées des associations des parents. La Confédération des associations des parents d'élèves des écoles conventionnées du Congo (Capec), soutient le mouvement de grève annoncé pour le 4 septembre prochain par l'Intersyndicale des enseignants. Cette association reconnaît le principe du droit à la grève en RDC et la légitimité des revendications des enseignants. David Steve Diatezewa Mpongi, président de l'Association nationale des parents d'élèves du Congo (Anapeco) demande en revanche aux enseignants de tenir compte des parents qui ont déjà payé les acomptes dans beaucoup d'écoles, pour ne pas pénaliser les élèves.

Operations militaires à Nyamilima: l'armée appelle les habitants à la patience. Le commandement de l'armée dans le Secteur Opérationnel Sokola 2 au Nord-Kivu appelle les habitants de la localité de Nyamilima, où l'armée traque des miliciens, à la patience. Interdits depuis le 31 mai par l'armée à ne pas fréquenter leurs champs tout au long de la période que va durer cette opération militaire, les habitants de Nyamilima se sont plaints des difficultés auxquelles ils font face depuis l'entrée en vigueur de cette mesure. La récolte de cette année n'a pas eu lieu et les produits vivriers se font rares, rendant difficile les conditions socio-économiques de la population. Elle demande à l'armée la levée de cette mesure pour sauver la saison agricole dans la région. Mais l'armée reste catégorique: «la mesure ne sera levée qu'après les opérations».

Eboulement des terres à Tara : la société civile condamne le silence du gouvernement. Plusieurs voix de la société civile de l'Ituri ainsi que celles des acteurs politiques de la province se sont élevées pour condamner ce qu'elles qualifient du « silence coupable » du gouvernement face à ce drame. « Kinshasa, où es-tu quand tes fils meurent », a tonné Albert Zamundu des Forces populaires pour la démocratie au Congo, un parti politique dont le siège est à Bunia.

Election des gouverneurs : la campagne électorale lancée dans le Haut-Katanga et le Haut-Lomami. La campagne pour l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs a été lancée mardi 22 août dans les provinces du

Haut-Katanga et du Haut-Lomami. L'ONG le Regard appelle les députés provinciaux à résister «à toutes les pressions politiques qui peuvent désorienter leur vote». Me Faustin Batongo, coordonnateur de cette ONG demande aux députés de résister aux mots d'ordre, aux injonctions et à la corruption. Il leur demande de voter «pour un candidat qui a une capacité managériale, capable de créer des richesses au profit de la collectivité».

Election du gouverneur au Sud-Kivu : début de la campagne électorale avec un candidat en détention. Lancée mardi dans les onze provinces concernées par l'élection partielle des gouverneur et vice-gouverneur, la campagne électorale au Sud-Kivu a débuté en l'absence de l'un des cinq candidats. Gustave Bagayamukwe Tadjji est détenu à la prison militaire de Ndolo à Kinshasa. Gustave Bagayamukwe avait été arrêté en janvier 2013 après avoir annoncé la création de l'Union des forces révolutionnaires du Congo (UFRC), un mouvement "politico-militaire" dont l'objectif était de renverser le régime du président Joseph Kabila. Transféré à Kinshasa, il n'a jamais été jugé, d'après ses proches.

Fichier électoral en RDC : déjà 40 millions d'inscrits. Quarante millions d'électeurs se sont inscrits sur les listes électorales depuis juillet 2016, a annoncé ce mercredi à la presse à Kinshasa Corneille Nangaa, le président de la commission électorale congolaise. Le président de la Ceni a également annoncé le début « dans les jours qui viennent » de l'enrôlement dans les provinces du Kasai et Kasai-Central, ainsi que dans les deux territoires de Lwilu et Kamiji.

Ituti : Vital Kemerhe accuse la police de l'avoir empêché de se rendre à Tara. D'après Vital Kamerhe, son équipe et lui-même ont été stoppés au niveau de la localité de Manje, à environ 50 km de Bunia par des policiers commandés par un Major. Ce dernier leur a signifié qu'il y a des affrontements dans la région et qu'il ne peut pas les exposer aux risques.

Kalemie : 10 morts dans un accident de circulation dans le village Lumumba. Dix personnes sont mortes et dix-sept autres grièvement blessées dans un accident de circulation survenu mercredi 23 août dans le village Lumumba, au Nord de Kalemie (Tanganyika). Les témoins parlent d'un excès de vitesse comme cause de cet accident.

RDC : plus d'un million de déplacés suite au conflit dans les Kasai. Le conflit au Kasai est à la base du déplacement d'un million quatre cent mille personnes, dont huit cent cinquante mille enfants, a affirmé le directeur pays du Programme alimentaire mondial (PAM), Claude Jibidar. Il a indiqué que la Fao, l'Oms et la Pam se mobilisent pour l'aide humanitaire dans cette région où les besoins sont énormes. Quant à la situation sécuritaire, le commandant second des forces de la Monusco, le général Communs, a fait savoir que les Casques bleus sont à pied d'œuvre pour ramener l'apaisement et la stabilité dans la région. Par ailleurs, le directeur adjoint du Bureau conjoint des Nations unies pour les Droits de l'homme, Abdoul Aziz Thioye, a décrit une situation «alarmante de violations des droits de l'homme.»

Jeudi 24 aout.

Kasai-Central : l'Alternance pour la République exige l'enrôlement des électeurs «dans l'immédiat». «L'Alternance pour la République Kasai-Central exige le début immédiat de l'enrôlement, la publication du calendrier électoral, selon les prescrits de l'accord de la Saint sylvestre, l'organisation des élections d'ici la fin de l'année 2017», a déclaré le coordonnateur provincial intérimaire de l'AR, Gaston Kapena Ntumba. Il a indiqué que dans l'esprit de l'accord, le pays devrait être dirigé de façon «consensuelle pour l'amener à l'alternance démocratique.»

RDC: l'ONU explique son intervention au Kasai et invite les autorités à assurer la sécurité. L'ONU a expliqué mercredi à Kinshasa son intervention dans la région du Kasai, une année après l'éclatement des violences dans cette région du centre de la RDC, appelant les autorités congolaises à mieux assurer la sécurité de la population. La Mission a ouvert des implantations à Tshikapa, Kananga, Mbuji-Mayi, notamment et dispose d'environ "450 hommes" dans la région. "Le résultat positif et encourageant de notre action dans cette zone" a permis par exemple la réouverture des centres de santé, des écoles ou autre lieux de culte, a expliqué le général Commins.

Nord-Kivu : plaidoyer pour la participation des pygmées à la gestion de la chose publique. Dans une pétition adressée il y a environ deux semaines aux institutions provinciales du Nord-Kivu, le Foyer de développement pour l'autopromotion des Pygmées et Indigènes défavorisées (FDAPID), une organisation qui encadre les pygmées dans la province, réclame la participation de ces peuples dans la gestion des affaires

publiques au Nord-Kivu. Cela devrait se faire par la cooptation des délégués des peuples autochtones pygmées au sein des institutions locales, a préconisé Vicard Batundi Hangi, coordonnateur de l'organisation.

Nord-Kivu: les Maï-Maï Simba investissent le site minier de Kalay Boeing. Kalay Boeing, un site d'exploitation artisanale de l'or, est occupé depuis mardi 22 août par les Maï-Maï Simba, dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu). Cette occupation pourrait entraîner la baisse de la production et des effets néfastes sur la vie socioéconomique de la population, selon des sources de la société civile locale. Lorsqu'il est signalé la présence d'un groupe armé dans un site, «ce site ne répond plus aux critères pour être accepté comme site validé et vert. Et une fois, constaté, qu'il y a même un simple passage d'un seul élément d'un groupe armé, cela amène déjà à douter de la qualité des minerais qui vont provenir de ce site-là». Kalay Boeing est parmi les 17 sites miniers validés, sur plus de 80 que compte le territoire de Walikale.

Elections en RDC: l'UDPS condamne les déclarations de Jacob Zuma. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) a réaffirmé mercredi 23 août à Kinshasa sa détermination à obtenir la tenue des élections avant la fin de cette année. Ce parti de l'opposition a ainsi qualifié de «provocation» les récentes déclarations de Jacob Zuma, président en exercice de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), selon lesquelles ces élections ne pourraient pas se tenir en RDC en 2017. A l'issue de son 37^e sommet dimanche 20 août, la SADC a noté qu'il ne serait pas possible d'organiser les élections en République démocratique du Congo en décembre 2017, en raison d'un certain nombre de défis à relever, sans donner plus de détails. Mais, pour l'UDPS, les élections doivent impérativement se tenir cette année en RDC. Lors de sa matinée politique, ce parti a d'ailleurs encouragé tous ses sympathisants à continuer à s'enrôler massivement; avant de présenter ses témoins qui devront surveiller le déroulement des élections dans les bureaux de vote.

Tshopo : assistants et chefs des travaux des universités publiques en grève. Les assistants et chefs des travaux de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU) de la Province de la Tshopo observent depuis mercredi une grève. Ils réclament que l'Etat congolais accorde le statut des fonctionnaires de l'Etat à leurs collègues recrutés il y a sept ans mais qui ne touchent pas leurs salaires jusqu'à ce jour. Les grévistes demandent également au gouvernement le réajustement des salaires des assistants et chefs des travaux qui jouissent déjà de leur statut des fonctionnaires et perçoivent leurs rémunérations.

Kinshasa: sortie de la plate-forme «Front national pour le respect de l'accord du 31 décembre». Des partis politiques et organisations de la société civile membre du mouvement Congo en Marche s'opposent à toute tentative de report des élections au-delà du 31 décembre 2017. A cet effet, elles se sont constituées mercredi 23 août à Kinshasa en une nouvelle plate-forme dénommée: «Front national pour le respect de l'accord du 31 décembre.» «Un calendrier électoral [qui va] au-delà de 2017 n'engage pas le Front. Nous allons barrer la route aux ennemis de notre peuple. Nous pensons que notre peuple rêve d'une alternance crédible. Et c'est bientôt au mois de décembre»

Goma: trois personnes condamnées à de lourdes peines pour enlèvement d'enfants. Le tribunal de Grande Instance de Goma a condamné mercredi 24 août à vingt ans de prison ferme trois personnes poursuivies en procédure de flagrance pour enlèvements d'enfants dans la ville. Le tribunal a établi que les trois condamnés faisaient partie d'un réseau de kidnappeurs qui exigent des rançons aux familles de leurs victimes.

Pas d'électricité à Kananga depuis trois semaines. La ville de Kananga dans la province du Kasai-Central est privée d'électricité depuis environ trois semaines. Pour cause, le groupe thermique qui alimente la ville en énergie électrique a arrêté de fonctionner, faute de carburant, a expliqué le directeur de la Société nationale d'électricité (Snel) dans les provinces du Kasai et Kasai-Central. A l'en croire, les recettes générées par la Snel à Kananga sont insuffisantes pour acheter du carburant nécessaire à satisfaire le besoin en électricité de la ville.

La Ceni confirme les élections des gouverneurs dans le Haut-Katanga et la Tshuapa. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) confirme la tenue des élections partielles des gouverneurs et vice-gouverneurs dans les provinces de la Tshuapa et Haut-Katanga. Dans un communiqué publié jeudi 24 août, cette institution citoyenne fait savoir qu'il n'y a «aucun arrêt de la Cour constitutionnelle annulant le vote dans ces deux provinces».

Enrôlement à Kinshasa : certains centres d'inscription ne reçoivent aucun requérant. A quarante-huit heures de la fin de l'enrôlement dans certains centres d'enrôlement à Kinshasa, les requérants n'envahissent plus les bureaux de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni).

Grève des médecins: 6 morts à Matadi. Au moins 6 morts sont déjà signalés à l'hôpital général de référence de Kikanda à Matadi (Congo-Central). Dans un rapport fait mercredi 23 août au ministre provincial de la santé, le médecin directeur de cet hôpital, Bijoux Nzemba dit craindre l'augmentation du nombre de décès en raison de la grève des médecins, qui dure depuis environ deux semaines.

Vendredi 25 août.

RDC : la délégation gouvernementale à Tara «pour une mission de consolation morale». La délégation gouvernementale de la RDC est arrivée, jeudi 24 août dans le village de Tara en Ituri. «Le gouvernement nous a chargés de venir consoler les rescapés et présenter les condoléances aux familles éplorées», a affirmé Emmanuel Ramazani. Le vice-premier ministre a indiqué que cette consolation est d'abord morale. Il a fait savoir qu'il existe encore de «petits problèmes au niveau de la mobilisation des recettes». «Nous allons revenir avec des biens qu'on va remettre à la population sinistrée», a promis le vice-premier ministre. **Le glissement de terrain à Tara a fait 33 morts et 174 disparus (Officiel)** Trente-trois personnes sont mortes et cent septante-quatre disparues à la suite du glissement de terrain provoqué par une forte pluie dans le camp de pêche de Tara (Ituri) au bord du lac Albert le 16 août, ont indiqué jeudi 24 août les autorités de la province de l'Ituri dans un communiqué. D'après ce document, ce drame a également fait dix blessés et détruit septante-quatre maisons. 280 enfants sont par ailleurs devenus orphelins à la suite de cet éboulement, indique les autorités dans ce communiqué.

RDC : le salaire des fonctionnaires sera majoré de 20 000 FC. Le salaire des agents et fonctionnaires de l'Etat de toutes les provinces de la RDC connaîtra une augmentation de 20 000 francs congolais. Le ministre d'Etat à la Fonction publique, Michel Bongongo a demandé à son homologue du Budget de donner des instructions urgentes à ses services en vue de «matérialiser cette décision du gouvernement et assurer ainsi la paix sociale au sein de l'administration publique».

Butembo : coups de sifflet et concerts de casseroles, système d'alerte des jeunes pour lutter contre l'insécurité. En cas d'actes d'insécurité nocturne dans la ville, des témoins sont invités à alerter la population et les groupes des jeunes veilleurs par des coups de sifflet et concerts de casseroles. Ce système d'alerte vise à dissuader les criminels dont les actes endeuillent depuis plusieurs mois la ville de Butembo, ont expliqué des délégués des groupes des jeunes de Butembo à Radio Okapi. Le maire de la ville de Butembo qui n'approuve pas cette initiative des jeunes appelle plutôt la population à collaborer avec les services de sécurité pour mettre fin à cette situation d'insécurité.

Près de la moitié des enseignants de la province Nord-Kivu 2 impayés. Seulement 14.563 enseignants sont payés sur les 26.652 que compte la province éducationnelle Nord-Kivu 2 depuis plusieurs années. «Le barème salarial qui est d'application aujourd'hui date de 2012. Donc, il y a 5 ans, la masse salariale n'a jamais augmenté et à quel taux ? Au taux de 900 francs congolais. L'enseignant ordinaire, que vous appelez D6, il a 103 000 francs et ça représente environ 63 dollars américains. Alors, la vie est devenue intenable», a déclaré le secrétaire permanent dans la province éducationnelle Nord-Kivu 2, Jérémie Kinyangwa.

Le Rassemblement de l'opposition désigne ses nouveaux dirigeants au Kasai-Central. Le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement a élu jeudi 24 août à Kananga ses responsables provinciaux au Kasai-Central. Blandard Tshimbombo, de l'UDPS, a été désigné président provincial de cette coalition de l'opposition et Joseph Nkashama, du MSR, président provincial du conseil des sages. Cette élection est intervenue après plusieurs mois de friction au sein du Rassemblement. Des dissensions internes avaient bloqué le fonctionnement de cette coalition de l'opposition au Kasai-Central. Les représentants de 10 regroupements politiques membres du Rassemblement ont participé à cette élection.

Dungu: 15 otages relâchés par la LRA. Quinze personnes enlevées depuis le 14 août par les rebelles ougandais de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) dans la localité Kana à Dungu (Haut-Uele) ont été relâchées vendredi 25 août dans la matinée. Parmi les otages, figuraient deux contrôleurs techniques de la Ceni. Des sources locales précisent qu'un seul agent de la Ceni figure parmi les personnes relâchées ce vendredi par la LRA.

«L'Envol invite Jacob Zuma à retirer ses propos injurieux contre le peuple congolais». L'Ensemble des volontaires (Envol), un parti politique du député Delly Sesanga, a appelé vendredi 25 août à Kisangani (Tshopo) le peuple congolais à se mobiliser contre la récente déclaration du président sud-africain, Jacob Zuma, selon laquelle il serait impossible d'organiser les élections en RDC à la fin de 2017. L'Envol attend avec impatience la publication du calendrier électoral. «Il n'y aura plus une seconde prolongation pour Monsieur Kabila ».

Mongala: le paludisme sévit à Bosumanzi. Près de deux cents cas de paludisme ont été enregistrés en l'espace de trois semaines dans l'aire de santé Ebambe, l'une de 17 aires de santé de la zone de santé de Bosumanzi située le long du fleuve Congo dans le territoire de Lisala (Mongala). Le médecin chef de zone de santé de Bosumanzi attribue cette recrudescence de la maladie à la négligence des parents, qui n'utilisent pas les moustiquaires imprégnés d'insecticide pour protéger leurs enfants. Ces riverains pêcheurs les utilisent plutôt pour attraper des poissons.

Haut Katanga : 500 avocats prêtent serment à la Cour d'appel de Lubumbashi. Cinq cent personnes parmi lesquelles les avocats stagiaires, les avocats inscrits au tableau ainsi que les défenseurs judiciaires ont prêté serment ce vendredi 25 août en qualité d'avocats du barreau de Lubumbashi près la cour d'appel de la même ville. Me Thomas Lupata Pata, ancien président du syndicat des défenseurs judiciaires de Lubumbashi invite ses collègues, devenus avocats comme lui, à plus de responsabilités dans la profession.

Samedi 26 août.

La Ceni organise l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs dans 8 provinces. L'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs est prévue samedi 26 août dans huit provinces de la RDC. Quelques sympathisants des candidats, basés à Kinshasa, ont été déployés vendredi dans ces provinces pour soutenir le vote de leurs candidats. Les députés provinciaux doivent élire les chefs exécutifs des gouvernements de Haut-Katanga, Haut-Lomami, Kwilu, Sud-Kivu, Sud-Ubangi, Tshopo, Tshuapa et Bas-Uele. Cette élection s'annonce déterminante dans le Haut-Katanga et Haut-Lomami. A la veille, la Majorité présidentielle a déployé certains de ses membres dans les villes de Lubumbashi et Kamina. Dans la Tshuapa, cette élection reste encore hypothétique à cause des arriérés des émoluments des députés provinciaux non encore payés depuis cinq mois.

Nord-Kivu : le diocèse catholique de Butembo-Beni appelle à la libération des prêtres enlevés. Le Diocèse catholique de Butembo-Beni appelle à la libération des abbés Charles Kipasa et Jean Pierre Akilimali. Ils ont été enlevés depuis le 16 juillet dernier à la paroisse Catholique de Bunyuka dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Selon l'abbé Ignace Matshungu, chancelier diocésain de Butembo-Beni, les deux prêtres enlevés sont encore en vie. «Son excellence Mgr rappelle que s'en prendre aux prêtres, est aussi s'en prendre à toute l'église catholique. Son excellence appelle de nouveau les ravisseurs des abbés à redécouvrir le sens de la dignité de la personne et le caractère sacrée de la vie et de toutes les vies humaines», supplie l'Abbé Ignace Matshungu.

Nord-Kivu : 4 bandits tués dans des accrochages avec les FARDC à Masisi. Quatre bandits ont été tués, dans la nuit de vendredi à samedi 26 août, lors des accrochages avec les Forces armées de la RDC à l'Ouest de la ville de Goma en territoire de Masisi (Nord-Kivu). Selon des sources militaires qui donnent ce bilan, tous les corps ont été amenés à la morgue de l'hôpital provincial de Goma.

Sud-Kivu : les policiers appelés à «un minimum de respect envers la population». Le commissaire provincial de la Police nationale congolaise (PNC) du Sud-Kivu, le général Louis Segond Karawa, appelle tous ses hommes à cultiver «un minimum de respect envers la population.» Il s'insurge contre toute sorte des abus commis par des policiers, entre autres des tracasseries de la population, observées à longueur des journées sur les routes. Il menace de radiation tous les policiers qui ne vont pas se conformer à cet appel.

Sud-Ubangi : Joachim Taila Nage élu gouverneur. Le candidat indépendant, Nage, est élu gouverneur de la province du Sud-Ubangi. Le nouveau gouverneur de province Taila Nage est un ressortissant de la localité Bobito, secteur de Boase, territoire de Gemena. Il s'est présenté à ce scrutin en indépendant.

Tshuapa : Pancrache Boongo et Papy Booto au second tour de l'élection du gouverneur. Le candidat de la majorité présidentielle (MP), Pancrache Boongo, et l'indépendant Papy Booto, restent en lice pour le second tour de l'élection gouverneur de la Tshuapa. Le second tour est prévu mardi 29 août prochain.

Election de gouverneur à Tshopo : le second tour opposera Constant Lomata et Patrick Matata. Le second tour de l'élection du gouverneur de la Tshopo devra opposer deux candidats Constant Lomata et Patrick Matata, mardi 29 août prochain. Constant Lomata a obtenu 9 voix sur 19 votants et Patrick Matata, en a obtenu 6.

Election de gouverneur au Sud-Kivu : un second tour entre Claude Nyamugabo et Elie Zihindula. Claude Nyamugabo de la Majorité présidentielle (MP) et Elie Zihindula de l'opposition s'affronteront au second tour de l'élection partielle pour le poste de gouverneur du Sud-Kivu. Le candidat de la MP Claude Nyamugabo Bazibuhe, obtient 16 voix sur 34. Le professeur Elie Zihindula Mushengezi, du parti politique de l'opposition UDDS, lui en a obtenu 12.

Haut-Katanga : Pande Kappopo élu gouverneur. M. Pande Kappopo est élu gouverneur de la province du Haut-Katanga. Il a obtenu 27 voix sur 28 votants, selon les résultats provisoires de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Son challenger, Pierre Lukone Mwila a recueilli une voix.

Kwilu : Michel Balabala et Floribert Lobot au second tour pour l'élection de gouverneur. Le candidat indépendant Michel Balabala et celui de la Majorité présidentielle (MP), Floribert Luboto se retrouveront au second tour de l'élection du candidat gouverneur.

Dimanche 27 août.

La Ceni ferme les centres d'inscription dans quatre communes de Kinshasa. La Commission électorale nationale indépendante(CENI) ferme officiellement ce dimanche 27 août les centres d'inscription d'électeurs dans quatre communes de la ville de Kinshasa, a indiqué samedi 26 août Corneille Naanga au siège de cette institution. Ce sont les centres d'identification et d'enrôlement qui ont fonctionné dans les communes de la Gombe, Kinshasa, Barumbu et Kintambo. La fermeture des autres centres qui participent à l'opération de l'actualisation des listes électorales se fera progressivement, note la Ceni.

Nord-Kivu : les Fardc reprennent le contrôle de la localité de Masereka. Les Fardc ont repris le contrôle de la localité de Masereka dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu) vendredi 25 août, après y avoir délogé les miliciens Maï-Maï qui avaient fait incursion dans cette localité, indiquent les sources locales. Les mêmes sources affirment que ces miliciens ont incendié les locaux des Fardc, le bureau administratif, les bureaux de la Police nationale congolaise et la résidence familiale d'un policier.

Godelive Anina élue vice-gouverneur du Bas-Uele. Godelive Anina Makwa a obtenu quatre voix sur les quatre bulletins valablement exprimés. Ce qui représente 100% des votes exprimés, d'après les résultats provisoires de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) publiés samedi 26 août, après le vote de vice-gouverneur du Bas-Uele. Dix-sept députés provinciaux ont participé au vote. Treize parmi eux ont glissé des bulletins blancs dans l'urne, note la CENI. Les recours en contestation des résultats provisoires sont à déposer à la cours d'appel, du 28 août au 4 septembre, indique la CENI.

Haut-Katanga: 150 cas de choléra enregistrés à Malemba Nkulu. Environ 150 cas de choléra, dont 7 décès, ont été enregistrés dans différentes zones de santé de Malemba Nkulu en province du Haut-Lomami depuis douze jours, ont indiqué les responsables sanitaires, dimanche 27 août. La cité de Mulongo est la plus affectée, avec une centaine des cas. Ce dimanche, 19 cas ont été enregistrés au centre de traitement de choléra, alors que la veille, le même centre avait reçu 40 cas. Selon les responsables sanitaires à Mulongo, certains malades dorment par terre, faute de lits disponibles.

La RDC suspend l'importation du ciment gris, barres de fer et bières des pays limitrophes. Le ministre du Commerce extérieur, Jean Lucien Bussa, a signé vendredi 25 août des arrêtés ministériels interdisant l'importation du ciment gris et du clinker, des barres de fer, des bières et boissons gazeuses en provenance des pays limitrophes. Ces mesures concernent les postes frontaliers situés dans la partie ouest du territoire national pour une durée de six mois. Ces mesures, indiquent les arrêtés, visent à encourager l'industrie locale qui contribue au budget de l'Etat par le paiement d'impôts, taxes et redevances ainsi qu'à la création des richesses. Ces décisions permettent aussi d'assainir et d'éradiquer l'entrée massive et frauduleuse des produits cités, qui s'opère aux postes frontaliers, selon ces documents. Il interdit aussi l'importation du sel non iodé, des graines et semences génétiquement modifiées, des animaux et produits d'origine animale en provenance des zones affectées par des maladies épizootiques, des armes de chasse, des aéronefs. Un autre arrêté interdit l'exportation des mitrailles ferreux, des produits miniers autres que l'or et le diamant, les matières minérales à l'état brut, les bois, les grumes et dérivés, le charbon de bois et le tabac.

Nord-Ubangi: conditions de vie précaires au village Lembo. La population du village Lembo dans la province du Nord-Ubangi vit dans des conditions précaires, a alerté dimanche 27 août l'ONG Actions pour la protection et l'encadrement de l'enfant (APEE). Selon elle, cette précarité fait suite à l'accroissement de la population, provoqué par l'afflux des réfugiés centrafricains dans la région. La population de ce village est passé de huit mille habitants à plus de dix-sept mille, estime l'ONG APEE, précisant que les neuf mille autres personnes sont des réfugiés centrafricains. L'ONG APEE recommande l'envoi d'une assistance humanitaire d'urgence en vivres et non-vivres, médicaments tant pour les réfugiés que pour la population autochtone à Lembo.

Kananga: à une semaine de la rentrée, les fournitures scolaires ne s'arrachent pas au marché. A une semaine de la rentrée scolaire, les ventes des fournitures scolaires ne connaissent pas encore leur embellie

habituelle à Kananga (Kasaï-Central). Alors que les étalages des principaux marchés de la ville sont bien garnis en cahiers, stylos, cartables et uniformes, les clients ne se bousculent pas.

La CNDH dénonce les mauvaises conditions carcérales au Haut-Lomami. La coordination provinciale de la Commission nationale de droits de l'homme (CNDH) déplore les mauvaises conditions de détention dans les prisons et cachots de la province du Haut-Lomami. Après sept mois d'enquête et visites sur le terrain, le coordonnateur provincial, Yvon Umba, note que les prisons ne sont pas approvisionnées en vivres, alors que les détenus vivent dans un environnement malsain.

Accrochage entre policiers et adeptes de Waminene à Lisala: les victimes réclament leur indemnisation. Les victimes des accrochages, qui avaient opposé le 20 décembre 2016 les adeptes de la secte religieuse de Waminene aux forces de sécurité à Lisala dans la Mongala, réclament leur indemnisation par les autorités provinciales, accusées d'avoir provoqué ces incidents. Ces sinistrés affirment avoir appris des sources sûres que les fonds destinés à leur indemnisation, 46 667 USD, ont été transférés à la banque commerciale de Bumba. Mais, le décaissement pour le paiement se fait attendre. Ils ont alors saisi la société civile de la Mongala pour intercéder en leur faveur. Il s'agit de gens dont les habitations avaient été incendiées par la milice de la secte de Waminene et de victimes de la répression sanglante des forces de sécurité, précise Mathieu Mole, président du cadre de concertation. Les incidents entre forces de l'ordre et les adeptes de la secte Waminene avaient fait plus de 20 morts et 49 habitations incendiées.

RDC: le gouvernement, la CENI et la CNSA à Kananga pour évaluer le processus électoral. Des représentants du gouvernement, de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et du Conseil national de suivi de l'accord du 31 décembre 2016 vont débiter lundi 28 août à Kananga les travaux d'évaluation du processus électoral en RDC. L'accord de la Saint-Sylvestre signé par le pouvoir et l'opposition pour la cogestion du pays jusqu'à l'organisation de prochaines élections prévoit des «évaluations régulières» de ce processus par les trois institutions. Les travaux vont durer trois jours. Cette évaluation va permettre de faire avancer le processus électoral au Kasaï et dans tout le pays, a estimé Corneille Nangaa, le président de la CENI à son arrivée dimanche à Kananga. Des membres du gouvernement et du Conseil national de suivi de l'accord (CNSA) qui vont également participer à cette réunion d'évaluation sont attendus ce même lundi à Kananga.

Lundi 28 août.

Kinshasa: l'ex-ministre Juliana Lumumba agressée à domicile. Juliana Lumumba, l'ex-ministre sous Laurent-Désiré Kabila et fille du tout premier Premier ministre de la RDC Patrice Lumumba, a été agressée dans la nuit de vendredi à samedi par trois hommes armés dont un en tenue militaire à la résidence familiale de la Gombe. L'attaque s'est produite au moment où la voiture qui la conduisait avec deux de ses proches franchissait le portail de la parcelle. Un proche de Juliana Lumumba a dû déboursier sur place une enveloppe de 3 000 dollars américains pour que les criminels se retirent à bord d'une voiture qui les attendait de l'autre côté du boulevard.

Insécurité à Kinshasa: la police publie de nouveaux numéros verts. Le Commissaire provincial de la police, le général Sylvano Kasongo, a annoncé dimanche 27 août la mise en service de nouveaux numéros téléphoniques de la police pour combattre l'insécurité grandissante à Kinshasa. Le chef de la police à Kinshasa a par ailleurs réitéré son appel à la population kinoise pour qu'elle puisse accroître sa collaboration avec la police, en dénonçant les criminels.

RDC : le SYMECO durcit le mouvement de grève des médecins. Le bureau exécutif national du Syndicat des médecins du Congo a appelé tous les médecins des hôpitaux publics de la RDC à observer à partir de ce lundi 28 août une grève sans service minimum, durcissant ainsi le mouvement qu'ils ont lancé depuis la mi-juillet 2017. Le docteur Juvénal Muanda, le secrétaire général du SYMECO qui a lancé cet appel aux médecins dimanche 27 août, justifie le durcissement de ce mouvement par l'indifférence du gouvernement qui, a-t-il expliqué, n'a pas pris en compte les revendications contenues dans le cahier des charges des médecins.

Ituri : suite à l'éboulement de Tara, le gouvernement va délocaliser certains villages. Le vice-premier ministre chargé de l'Intérieur en séjour dans la localité de Tara (Ituri) où un éboulement de terre a fait plusieurs morts, a annoncé dimanche la délocalisation de certains villages de la région dont l'emplacement, au pied de la montagne, représente « un danger pour ses habitants ». Le gouvernement provincial de l'Ituri a été instruit pour sensibiliser les habitants de la région, des pêcheurs pour la plupart, et mener des actions concrètes de délocalisation des villages ciblés. En séjour depuis jeudi dans cette localité sinistrée, le ministre de l'Intérieur, à la tête d'une délégation gouvernementale, a également apporté une assistance aux rescapés. Environ 1300 tôles, des clous et des bâches ont été remises aux familles qui ont perdu leurs maisons. Des vivres dont des sacs de riz

et des haricots ont été distribués aux rescapés ainsi que de l'argent pour qu'ils démarrent les activités génératrices des revenus. Aux pêcheurs, la délégation gouvernementale a remis les filets et les hameçons pour la relance de leurs activités. A en croire des sources locales, le gouvernement a également décidé de prendre en charge les frais de scolarité des enfants rescapés de cet éboulement qui a fait 33 morts et 174 disparus, selon des sources officielles.

RDC : une nouvelle plate-forme préconise la mise en place d'une autorité de transition. La Majorité morale consciente, une nouvelle plateforme politique qui se déclare du centre, propose la mise en place d'une Autorité nationale de transition, une structure qui devrait permettre à la RDC de sortir le pays de l'impasse politique actuelle.

Les gouverneurs des provinces du Sud-Kivu, Tshopo et Tshuapa seront connus au second tour. Les gouverneurs des provinces de Tshuapa, Tshopo et Sud-Kivu seront connus mardi 29 août à l'issue du second tour des élections qui sera organisé par la Ceni. Dans ces trois provinces, aucune liste des candidats n'a obtenu la majorité absolue au premier tour organisé samedi 26 août.

RDC: la Ceni va publier le calendrier électoral après l'évaluation globale du processus électoral. La Commission électorale nationale indépendante annonce la publication du nouveau calendrier électoral, à l'issue des travaux d'évaluation globale du processus électoral qui s'ouvrent lundi 28 août à Kananga. La Ceni, le gouvernement et le Conseil national de suivi de l'accord de la Saint-Sylvestre participent à ces travaux d'évaluation du processus électoral ainsi que les partenaires au développement dont la SADC. Corneille Nangaa a rappelé que la publication du chronogramme des élections reste «une affaire de la Ceni».

Nord-Kivu : les Fardc repoussent une attaque des miliciens à Lubero. Les Forces armées de la RDC ont repoussé, lundi 28 août dans la matinée, une attaque des miliciens Maï-Maï, dans la commune rurale de Lubero au Nord-Kivu. L'armée contrôle la situation mais les activités restent paralysées dans la zone.

Eboulement de terre à Tara: les Pays-Bas compatissent avec les victimes. La ministre néerlandaise du commerce et de la coopération au développement, Liliane Ploumen, a adressé un message de condoléances au Premier ministre congolais, Bruno Tshibala, ainsi qu'au ministre des Affaires étrangères, She Okitundu, à la suite du glissement de terre au village de Tara dans la province d'Ituri, qui a fait plusieurs morts et disparus.

Maniema: 10 morts dans des affrontements entre militaires et miliciens à Lubutu. Dix personnes ont été tuées dans des combats qui ont opposé le week-end dernier des militaires aux miliciens Maï-Maï Simba Mulumba dans la carrière minière de Makhiatima située entre les provinces du Maniema et Nord-Kivu, à environ 100 km de Lubutu centre (Maniema). Très actifs dans la région en s'illustrant notamment par des actes d'extorsion et de perceptions illégales des taxes en défaveur de la population, ces miliciens Maï-Maï ont attaqué samedi trois militaires qu'ils ont rencontrés durant leur ronde. Six miliciens ont été tués dans ces combats et deux autres capturés. L'armée indique également avoir récupéré des armes AK-47 et signale avoir perdu quatre militaires dans ces affrontements.

A Kananga, on apprend à vivre sans l'électricité de la Snel. En fait, la ville est privée d'électricité depuis près de trois semaines. Avant cette coupure, les habitants de la capitale provinciale du Kasai-Central se contentaient de quelques heures d'électricité fournies par la Snel. Certains jours, l'électricité était fournie pendant six heures. D'autres jours, l'entreprise publique n'en fournissait que pendant trois heures. Juste de quoi charger les téléphones et repasser quelques habits, commente un habitant de la ville. Mais depuis le début du mois, la Snel ne fournit plus d'énergie électrique, exaspérant une population qui se résout désormais à recourir aux groupes électrogènes et panneaux solaires. Anthony Tshibuabua, directeur de la Société nationale d'électricité au Kasai et au Kasai-Central, reconnaît les difficultés de son entreprise à desservir la ville de Kananga en électricité. Il affirme que depuis le 31 juillet dernier, le groupe thermique qui alimente la ville en électricité a arrêté de fonctionner, faute de carburant.

Mardi 29 août.

Glissement de terrain à Tara : Joseph Kabila décrète un deuil national de deux jours. Le président Joseph Kabila a appelé lundi 28 août les Congolais à « observer un deuil national de deux jours » pour compatir avec les victimes du glissement de terrain à Tara (Ituri). A cet effet, indique le communiqué de la présidence de la République, le drapeau national sera mis en berne. Bilan officiel, trente-trois personnes sont mortes et cent septante-quatre disparues.

Valentin Vangi : «Les travaux de Kananga n'ont rien avoir avec la tripartite CNSA – Gouvernement – CENI». «Les travaux qui se déroulent actuellement à Kananga ne concernent pas le CNSA. C'est une auto-évaluation que la Ceni est en train de faire». C'est ce qu'a déclaré lundi 28 août à Radio Okapi le rapporteur du Conseil national de suivi de l'accord du 31 décembre et du processus électoral (CNSA), Valentin Vangi. Ces assises constituent en réalité une évaluation interne de la Ceni et non les travaux d'évaluation du processus électoral par la Ceni, le gouvernement et le CNSA comme annoncé par le président de la CENI, Corneille Nangaa. «Le CNSA est train en train également de travailler là-dessus, pour que, mi-septembre, nous puissions avoir la réunion tripartite telle prévue par l'accord [du 31 décembre 2016]», a affirmé Valentin Vangi.

Sud-Kivu: le candidat de la MP Claude Nyamugabo élu gouverneur. Claude Nyamugabo, candidat de la Majorité présidentielle (MP), a été élu ce mardi 29 août 2017 gouverneur de la province du Sud-Kivu. L'ancien ministre des Sports l'a emporté au second tour de l'élection du gouverneur de cette province avec 31 voix contre une seule pour son rival Elie Zihindula du parti politique de l'opposition UDDS. Sur les 34 votants, deux ont voté nuls.

Cholera à Malemba Nkulu : la zone de santé de Mulongo toujours en attente des intrants. La zone de santé de la cité de Mulongo dans le territoire de Malemba Nkulu (Haut-Lomami) est toujours en attente des intrants pour les soins des malades du choléra, a indiqué lundi 28 août le médecin chef de zone de santé de cette cité. Depuis douze jours, environ 150 cas de choléra dont 7 décès ont été enregistrés dans différentes zones de santé de Malemba Nkulu. Et la cité de Mulongo compte à elle seule une centaine de cas de choléra. Le médecin chef de zone de santé de Mulongo affirme attendre notamment le chlore, les sérums et de sacs mortuaires, prévenant que dans les 48 heures, son hôpital connaîtra une rupture de stock.

RDC : des opérateurs économiques soutiennent l'interdiction de l'importation des ciments des pays limitrophes. L'Association des producteurs agricoles du Congo, structure qui regroupe les opérateurs économiques évoluant dans divers secteurs, salue l'arrêté du ministre du Commerce extérieur interdisant l'importation du ciment gris et du clinker, des barres de fer, des bières et boissons gazeuses en provenance des pays limitrophes. Le prix du sac de ciment en RDC navigue actuellement entre 12,5 et 15 dollars.

Nord-Kivu: le SYNECAT menace de boycotter l'année scolaire. Le Syndicat national des enseignants des écoles conventionnées catholiques de Goma menace de boycotter la rentrée scolaire 2017-2018. Les enseignants affiliés au SYNECAT posent un certain nombre de préalables avant toute reprise des cours, notamment la mise sous statut des fonctionnaires des nouvelles recrues de l'administration publique pour qu'elles soient payées et les augmentations salariales. Le SYNECAT prévoit une autre rencontre avec d'autres syndicats avant le 31 août, afin d'apprécier la réaction du gouvernement et voir si leurs revendications sont prises en compte.

Evaluation du processus électoral : les membres du gouvernement et du CNSA sont arrivés à Kananga. Les délégations du gouvernement et du Conseil national de suivi de l'accord de la Saint Sylvestre (CNSA) sont arrivées mardi 29 août à Kananga au Kasai-Central. Elles devront participer aux travaux de l'évaluation interne de la Commission électorale nationale indépendante du processus électoral en RDC. Les travaux de l'évaluation du processus électoral devront se clôturer mercredi 30 août.

RDC : des militaires nouvellement formés seront déployés à l'est et au centre du pays. Des jeunes militaires qui ont terminé leur formation à Kitona (Kongo Central) et à Kamina (Haut Lomami) seront déployés à l'est et au centre du pays en vue de renforcer les militaires qui ont fait plusieurs années dans ces parties du pays. Les jeunes militaires qui ont déjà été déployés au Kasai doivent être réorganisés pour «plus d'efficacité face à toute éventualité, en attendant que la Police nationale puisse former des jeunes gens, avant de les déployer dans tout le Grand Kasai».

RDC : grève sèche des médecins à l'Equateur, sit-in dans le Haut-Katanga. Les médecins ont décrété, depuis lundi 28 août, une grève sèche dans toutes les hôpitaux et centres de santé de la province de l'Equateur. Tout le personnel soignant et les employés de l'administration se seront retirés des hôpitaux généraux et centres de santé de Mbandaka. Cette mesure concerne toutes les structures des soins étatiques et conventionnées, comprenant l'inspection provinciale de la santé et la division provinciale de la santé dans les territoires et villages. Dans le Haut Katanga, les médecins du secteur public de Lubumbashi ont fait un sit-in à la Division provinciale des finances. Ils exigent leur paie de deux mois. Pour eux, il est inadmissible qu'on leur dise qu'il n'y a pas d'argent alors que quelques-uns d'entre eux ont déjà été payés.

La Monusco condamne la violation de sa base de Kananga par des soldats congolais. Le chef de la Monusco, Maman Sidikou, a condamné la «violation de la propriété des Nations unies» à Kananga lundi par des

soldats de l'armée congolaise. Le communiqué mentionne qu'un groupe de soldats, sous les ordres du général Marcellin Assumani, qui est le commandant des opérations dans la région des Kasai, a forcé l'entrée de la base de la Monuco au prétexte de poursuivre un journaliste venu s'y réfugier. Les Nations unies font savoir que les locaux de la Monusco sont inviolables en vertu de l'Accord sur le statut des Forces entre l'ONU et le Gouvernement de la RDC (SOFA). Elles demandent donc au gouvernement de la RDC de respecter ses obligations telles que prévues dans le SOFA. En outre, il rappelle la préoccupation des Nations unies face à la restriction de l'espace dans lequel les journalistes peuvent exercer leur métier en RDC.

Constant Lomata nouveau gouverneur de la Tshopo. Constant Lomata a été élu gouverneur de la province de la Tshopo mardi 29 août à Kisangani par les députés provinciaux. Candidat indépendant, M. Lomata a obtenu 12 voix, sur 19 votants soit 63% des suffrages exprimés.

Tanganyika: 2e jour de la grève des médecins. La grève des médecins est à son deuxième jour ce mardi 29 août, notamment à Kalemie, dans la province du Tanganyika. Un service minimum est accordé aux seuls malades admis dans des structures sanitaires jusque vendredi prochain, avant de radicaliser le mouvement.

RDC: 5 morts dans l'affaissement d'un terril minier. L'affaissement d'une montagne de rejets de cobalt accumulés depuis des dizaines d'années "s'est produit dans une concession de la Gécamines (Général des carrières et des mines) tuant cinq creuseurs artisanaux à la recherche de cobalt", a déclaré à l'AFP Jean-Marie Chizainga, ministre provincial des Mines du Lualaba. L'un des quinze rescapés, Mayuk Kuba, a affirmé à l'AFP que "18 personnes manquaient à l'appel" parmi ses compagnons.

Mercredi 30 août.

Grève des médecins à Kinshasa: les malades s'orientent vers les privés. La grève sèche des médecins s'est poursuivie dans les hôpitaux publics mardi 29 août à Kinshasa. Les malades dans certains hôpitaux sont soit abandonnés soit renvoyés dans les centres privés. De l'hôpital général de Kinshasa à l'hôpital de Kintambo, en passant par l'hôpital de référence de Makala, ex-sanatorium, la situation est la même: pas de médecins ni d'infirmiers dans les salles. Mais le cas le plus flagrant, est celui de l'hôpital général de Kinshasa, où même les services d'urgences sont fermés aux malades.

WWF explique aux décideurs politiques congolais l'enjeu de la ratification de l'accord de Paris sur le climat. Le Fonds Mondial pour la Nature (WWF) a réuni mardi à Kinshasa des députés et sénateurs ainsi que des acteurs de la scène politique congolaise pour leur expliquer le bien-fondé pour la RDC de ratifier l'accord de Paris sur le climat. La RDC fait partie des 195 pays qui ont adopté en 2015 à Paris cet accord universel qui recommande notamment à chaque pays membre d'œuvrer pour réduire les émissions de gaz à effet de serre en vue de réduire le réchauffement de la planète. Mais deux ans après l'adoption de cet accord, la RDC ne l'a toujours pas ratifié. Ayant pris part à cette séance de plaidoyer, le député national Bavon N'samputu a appelé le gouvernement à s'activer pour qu'une séance plénière soit convoquée au niveau de l'Assemblée nationale en vue de ratifier l'accord de Paris. Sur les 195 pays parties prenantes de cette convention, 159 Etats et l'Union Européenne l'ont déjà ratifiée. Et sur les 15 pays africains faisant parties de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (Comifac), seuls la Guinée Equatoriale, le Burundi et la RDC n'ont pas encore ratifié cet accord.

Traque des miliciens : la députée Eugénie Tshika accuse des militaires de tracasserie à Kabeya-Kamwanga. La députée nationale Eugénie Tshika accuse les militaires déployés dans le territoire de Kabeya-Kamwanga (Kasai-Oriental) pour traquer des miliciens Kamuina Nsapu de commettre des actes de tracasserie à l'encontre de la population. Elle fait état de fouilles non autorisées des femmes et des commerçants par des militaires dans le but de leur soutirer de l'argent. Elle dénonce «des pratiques qui font souffrir une population déjà pauvre». Réagissant à cet appel, le gouverneur du Kasai-Oriental Alphonse Ngoy Kasanji assure avoir instruit l'armée pour que soient démantelées notamment des barrières installées illégalement dans le territoire dans le but de tracasser la population.

Rutshuru : l'activisme des groupes armés empêche le rapprochement entre communautés à Bwito. D'après Antoine Ntamuntwe, un notable local membre de cette structure de rapprochement entre communautés, les groupes armés continuent d'alimenter les tensions ethniques en s'en prenant aux villageois sur base de leurs appartenances tribales. Il craint que cette situation décourage les notables locaux qui depuis quelques mois déploient des efforts pour pacifier la région.

Abbé Lukelo : «Nous avons signé le manifeste citoyen de Paris pour que le pays sorte de la crise». L'abbé Joseph Lukelo, l'un des signataires du manifeste citoyen à Paris, affirme : « Nous avons signé le Manifeste citoyen à Paris en réponse à l'appel des évêques catholiques pour que notre pays sorte de la crise actuelle et s'engage sur la voie du progrès». Il réfutait ainsi les déclarations des certains acteurs politiques qui estiment que ce regroupement des mouvements de la société civile congolaise à Paris a un caractère subversif. Pour l'abbé Lukelo, l'alternance ne doit pas se faire dans la violence. Les organisations de la société civile de la RDC et certains mouvements citoyens ont signé le 18 août à Paris ce «Manifeste du citoyen congolais», un document qui prône « des actions pacifiques et non violentes» visant à empêcher le «président Joseph Kabila de se maintenir au pouvoir au-delà du 31 décembre 2017».

Six morts dans un éboulement de terre à Kolwezi. Six personnes ont trouvé la mort dans un éboulement de terre qui est survenu mardi, à la carrière minière GH, située dans la commune de Dilala à Kolwezi (Lualaba). Plus de trente personnes se trouvaient dans cette ancienne carrière minière de la Gécamines lorsque ce glissement de terrain s'est produit. Et le premier bilan fourni par des sources sur place faisait pourtant état de vingt-huit décès et plusieurs blessés. Mais après des recherches menées par les équipes de secours, seuls six corps et trois rescapés ont été tirés des décombres, a précisé le ministre provincial.

Equateur : les médecins radicalisent leur mouvement de grève. Les médecins de l'Equateur ont radicalisé lundi 28 août leur mouvement de grève sur toute l'étendue de la province. Ce qui fait que les malades ont abandonné les grandes formations médicales publiques. Seuls certains malades admis dans les hôpitaux sont soignés.

Luiza: les habitants enrôlés dans la milice Kamuina Nsapu encouragés à quitter la brousse. Le commissaire de la police du territoire Luiza (Kasaï-central), le colonel Faustin Tshongo appelle les habitants de ce territoire qui ont rejoint la milice Kamuina Nsapu à sortir de la brousse, de la clandestinité pour regagner leurs domiciles. Il a promis la sécurité aux miliciens Kamuina Nsapu qui ont renoncé à la violence en réintégrant la communauté.

Haut-Uele : manifestation de colère des orpailleurs contre leurs indemnités de délocalisation. La tension a été vive ce mercredi depuis la matinée dans la localité de Guiro, dans le territoire de Watsa (Haut-Uele). Ces chercheurs d'or en colère ont incendié le bureau du service de mines de la localité ainsi qu'une maison de passage de l'église Fepaco, paralysant les activités économiques dans la localité. Ces violences sont consécutives aux manifestations la veille des orpailleurs qui ont dégénéré en échauffourées entre les manifestants et les forces de l'ordre. Les exploitants artisanaux d'or de Guiro protestaient au départ contre l'indemnisation de délocalisation que leur a payé la sous-commission budget du comité provincial pour quitter la localité au profit de l'entreprise minière Guiro-Mining. Selon la société civile locale, le coût de cette indemnisation variait entre soixante-dix et sept cent dollars américains selon les estimations de ce comité. Des sommes d'argent que les orpailleurs ont jugées dérisoires voire insignifiantes au regard du coût de l'investissement de leurs habitations.

Lubumbashi : les habitants de la commune de Kampemba ont lynché deux présumés voleurs. Les habitants de la commune de Kampemba dans la ville de Lubumbashi ont tué par lynchage deux présumés voleurs, dans la nuit de lundi 28 août. La population dénonce l'insécurité grandissante et plaide pour l'implication des autorités dans l'éradication de ce mal.

L'amélioration du climat des affaires en RDC au centre d'une conférence à Kinshasa. Le Premier ministre Bruno Tshibala a ouvert mardi à Kinshasa les travaux d'une conférence de réflexion que parraine la primature pour améliorer le climat des affaires en RDC. Ces assises qui se clôtureront jeudi 31 août visent à recenser les obstacles à l'exercice et la réussite des activités économiques en RDC en vue de créer un environnement attractif et propice à l'investissement privé, a dit à l'ouverture de cette rencontre M. Tshibala.

Kasaï et Kasaï-Central: l'enrôlement des électeurs fixé au 4 septembre. L'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs dans les provinces du Kasaï et Kasaï-Central va débuter le lundi 4 septembre, a annoncé le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Corneille Nangaa. La Ceni a déjà enrôlé environ 40 690 000 d'électeurs dans 24 provinces du pays.

Kinshasa: lancement de l'immatriculation des agents publics à la sécurité sociale. Le ministre d'Etat chargé de la Fonction publique, Michel Bongongo, a lancé mardi 29 août à Kinshasa l'opération d'immatriculation des fonctionnaires à la Caisse nationale de sécurité sociale des agents publics (CNSSAP). Selon le ministre, cette

opération vise à offrir aux agents publics une retraite honorable, en cotisant pour leur compte les 6% de leur salaire de base.

Les travaux de Kananga préparent la tripartite Gouvernement-CENI-CNSA, selon Ramazani. Le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur Emmanuel Ramazani Shadary a affirmé que la délégation qu'il conduit est à Kananga (Kasaï Central) pour préparer la réunion tripartite qui mettra ensemble le gouvernement, le CNSA et la Ceni, prévue dans les jours à venir. Il note néanmoins qu'à Kananga ces trois structures font juste l'état de lieu de l'institution électorale. Ces discussions constituent une « étape importante pour lever les contraintes présentées par la Ceni » et baliser le chemin des élections attendues. Pour lui, si les contraintes sont déjà levées, les élections telles que prévues par l'accord du 31 décembre 2016 peuvent être organisées suivant le calendrier qui sera présenté par la Ceni.

La Monusco assure: «Radio Okapi ne ferme pas et elle ne va pas fermer». La porte-parole de la Monusco, Fabienne Pompey, a déclaré: «Radio Okapi ne ferme pas et elle ne va pas fermer». Elle démentait ainsi les rumeurs distillées dans la presse, faisant état de l'arrêt de ce média suite à l'annonce d'une réduction de ses effectifs. La Monusco ne va pas rester indéfiniment en RDC, a-t-elle rappelé. Mais, «nous souhaitons que, sous une forme ou une autre, l'aventure de Radio Okapi, un outil fantastique, animé par de grands journalistes, de grands professionnels, continue son rôle d'information neutre et équilibrée», a-t-elle poursuivi.

RDC: les sociétés pétrolières veulent augmenter le prix du carburant. Les opérateurs économiques du secteur pétrolier ne sont plus en mesure d'approvisionner adéquatement la RDC en produits pétroliers. Le Groupement professionnel des distributeurs des produits pétroliers (GPDPP) se plaint de la dégradation régulière de la situation financière des sociétés pétrolières ces derniers mois. De son côté, le gouvernement s'oppose à la hausse de prix du carburant. Suite à cette situation financière, les stocks en carburant sont devenus «quasi nuls» chez SEP-CONGO, indique cette correspondance signée par le président du GPDPP, Charles Nikobasa. Les pétroliers rappellent à cet effet au gouvernement la nécessité d'actualiser plus rapidement le taux de change dans la structure des prix de leurs produits afin de stopper le déséquilibre financier continu de leurs sociétés.

Kinshasa: calvaire des automobilistes pour s'approvisionner dans les stations-service. Les conducteurs des véhicules ont connu des difficultés d'approvisionnement en carburant mercredi 30 août dans la ville de Kinshasa. De longues files de véhicules étaient visibles dans bon nombre de stations-service encore ouvertes. Des conducteurs des véhicules affirment avoir passé de station en station sans être servis dans la plupart. Certaines stations étaient carrément fermées.

Jeudi 31 août.

Lubumbashi: la société civile exige la libération de 5 activistes arrêtés fin juillet. Des membres de la société civile du Haut-Katanga demandent l'implication des autorités provinciales pour la libération des cinq activistes des droits de l'homme arrêtés à Lubumbashi depuis le 31 juillet. Le tribunal de paix Lubumbashi-Kamalondo a condamné mardi à huit mois de prison quatre activistes des droits de l'homme. Ils étaient poursuivis pour «provocation et incitation au manquement envers l'autorité publique». Le 31 juillet dernier, ils avaient organisé une marche pour exiger de la Ceni la publication du calendrier électoral. Le cinquième accusé est Me Timothée Mbuya. Poursuivi pour les mêmes faits, son dossier a été dissocié de celui de ses co-accusés à cause de son statut d'avocat.

Uvira : un mort et deux blessés dans l'incendie d'un bateau au port pétrolier Ginki à Kivovo. Une personne est morte et deux autres grièvement blessées, dans l'incendie du bateau pétrolier battant pavillon congolais, le M/V Mudekera. Il a pris feu mercredi 30 août, au port privé du groupe Ginki Petroleum international dans le village de Kivovo à Uvira (Sud-Kivu).

La prison de Kananga compte deux fois plus de détenus que prévu. Construite pour accueillir environ 300 détenus, la prison de Kananga compte actuellement 754 pensionnaires. Son directeur, Cesar Kisimba, indique que la maison carcérale accueille actuellement près de 300 personnes arrêtées lors de l'insurrection de la milice Kamuina Nsapu. Des personnes qui sont venues gonfler le nombre de pensionnaires de cette prison vétuste construite dans les années 1950.

RDC : Thomas Luhaka promet « pour bientôt » la réhabilitation des ponts Lubilanji et Kasika. Le ministre des Infrastructures, travaux publics et reconstruction (ITPR) Thomas Luhaka a promis pour bientôt les débuts des travaux de réhabilitation des ponts Lubilanji (Haut-Lomami) et Kasika au Nord-Kivu. Il assure

qu'une bonne partie des matériaux de l'Office des routes pour démarrer ces travaux ont déjà été acheminés à destination.

Spoliation du pâturage communautaire de Kibaya : acteurs de la société civile, éleveurs et populations traqués. Des acteurs de la société civile, éleveurs et populations de Kanyanja, dans le groupement de Buhumba en territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu) se disent traqués par les services de sécurité. Selon eux, ils sont poursuivis parce qu'ils s'opposent à la spoliation du pâturage communautaire de Kibaya. Il y a environ deux semaines, l'administrateur du territoire avait signé une réquisition interdisant toute construction dans le pâturage communautaire de Kibaya, spolié par certains dignitaires du pays, avec la bénédiction du chef de groupement de Buhumba.

Tshopo : des militaires condamnés à des peines allant jusqu'à 20 ans de prison. Le tribunal de garnison de Kisangani (Tshopo) a condamné, au moins dix militaires à des peines allant de cinq à vingt ans de prison ferme ou à la prison à perpétuité. Le verdict a été rendu mercredi 30 août, à l'issue des audiences en chambre foraine organisées dans le territoire de Banalia, du 24 au 29 août. Parmi eux, trois sont de la Garde Républicaine. Ces peines ont été prises par deux chambres constituées par le Tribunal de garnison de Kisangani, appuyée par le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'Homme (BCNUDH). La première chambre s'est penchée sur les infractions relatives au viol, à la torture ayant entraîné mort d'hommes et au traitement criminel et dégradant. La seconde chambre a examiné les infractions militaires.

Grève des médecins au Kasai-Central: le Synamed décrète un service minimum. Au Kasai-Central, les médecins affiliés au Syndicat national de médecins (Synamed) décident d'observer à partir de jeudi 31 août un service minimum dans les hôpitaux. Selon le secrétaire exécutif provincial de cette association, Dr Berry Beya, les blouses blanches exigent notamment que leurs salaires soient indexés au taux de change actuel [un dollar américain contre 1500 Fr congolais]. Si les revendications des médecins n'obtiennent pas de réponses d'ici 72 heures, ils prendront d'autres mesures qui peuvent aller jusqu'à la radicalisation, comme leurs collègues de Kinshasa, de l'Equateur et d'autres provinces du pays.

Lubumbashi : des hommes armés abattent deux personnes dans la commune de Kampemba. Deux personnes ont trouvé la mort durant la nuit de mercredi à jeudi 31 août après que des hommes armés ont fait une incursion dans deux parcelles situées au quartier Kinkalabwamba dans la commune de Kampemba à Lubumbashi. D'après les témoins, la première victime a été abattue dans la cour de sa parcelle. Affirmant manquer d'argent à leur donner, les malfrats l'ont entraîné dehors avant de l'abattre devant les membres de sa famille. Aux cris de détresse lancés par la famille visitée par des bandits, la voisine a appelé au secours avant d'être elle aussi abattue.

Shabunda: l'armée récupère la localité de Lubila après des combats avec des miliciens. Les forces armées de la RDC ont repris mercredi 30 août le contrôle de la localité de Lubila dans le territoire de Shabunda (Sud-Kivu) après des combats contre les miliciens Raia Mutomboki, ont rapporté des sources militaires jeudi à Radio Okapi.

RDC : de nouvelles recrues à la fonction publiques contraintes de dormir à la belle étoile faute de prime. Plus de 107 agents et fonctionnaires de l'Etat recrutés en octobre 2016 en province dans le cadre du projet de rajeunissement de l'administration publique passent depuis le mois de mai dernier leurs nuits à la belle étoile à Kinshasa. D'après leur porte-parole Albert Mwamb Kab, cette situation est consécutive à la suppression depuis quelques mois de leurs primes de survie. Sans donner plus de détails, M. Mwamb rapporte que la plupart de ces agents recrutés en province avaient été affectés dans douze ministères pilotes dans le cadre de ce projet de gouvernement. Cependant, a-t-il précisé, leurs primes étaient prises en charge par la Banque mondiale. Il n'a cependant pas évoqué les raisons de la suppression de ces primes. Il déplore toutefois une situation humanitaire dégradante dans laquelle sont plongés ces nouveaux agents.

RDC: la Ceni s'engage à publier un calendrier électoral «réaliste». La première réunion d'évaluation du processus électoral s'est clôturée jeudi 31 août à Kananga (Kasai-Central). Dans le communiqué publié à la fin des travaux, les participants indiquent avoir doté la Commission électorale nationale indépendante d'une feuille de route pour l'élaboration du calendrier électoral. La Ceni s'est engagée à publier «incessamment» un calendrier électoral «réaliste».

Deux villages du Sankuru et Maniema se disputent des étangs poissonneux. «Je suis en train de demander aux autorités plutôt de Maniema de pouvoir empêcher leurs gens de venir pêcher dans notre territoire de Katoko

Kombe, plus précisément à Dikoka. Je demande aussi aux autorités compétentes de se saisir de ce problème puisqu'il n'y a pas la paix entre notre territoire de Katako Kombe et le village de Onguwo», a déclaré Felix Diongo Okitotete, un des notables de Katako Kombe (Sankuru), jeudi 31 août à Radio Okapi à partir de Kinshasa. Le conflit entre ces deux villages, séparés par la rivière Lomami, porte sur l'exploitation d'étangs poissonneux.

Affrontements entre milices et Fardc à Lubero et Beni. Ce jeudi matin, un groupe des Mai-Mai Mazembe a lancé un assaut sur la localité d'Alibongo au sud de Lubero. Le lieutenant Jules Ngongo parle de 3 assaillants tués après les violents affrontements. La veille, pendant qu'un groupe de miliciens faisait incursion dans la localité de Lukanga incendiant tous les documents du bureau de la police locale et tuant un civil, un autre groupe d'assaillants s'affrontait aux Fardc dans la région de Pabuka et Soma en territoire de Beni. Quatre assaillants ont été tués pendant les combats, selon la même source.